

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 1 MARS 2019

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

DIASPORA ET TRANSFERTS D'ARGENT

Les envois de fonds vers les pays d'origine
sont toujours plus importants

LE GRAND ÉCART DU TADJIKISTAN

Espoir, émigration et corruption caractérisent
ce pays de haute montagne

OFFENSIVE CHINOISE

Les milliards investis par Pékin dans les pays en
développement constituent-ils un engagement
durable ou un simple calcul politico-économique?

DOSSIER**DIASPORA ET TRANSFERTS D'ARGENT**

8

Madame Neila et les caillies

Reportage de la Suisse à la Tunisie : les migrants jouent un rôle clé dans le développement de leur pays d'origine.

12

À la fois migrants et coopérants

La Suisse valorise le potentiel des diasporas.

17

« Ce qu'une main donne, l'autre le dilapide »

Entretien avec Dilip Ratha, l'un des principaux experts en matière de migration et de développement.

19

Faits et chiffres

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS**TADJIKISTAN**

20

Au nom du président

Le Tadjikistan souffre d'un chômage élevé et d'une forte corruption.

24

Sur le terrain avec...

Burgi Roos, directrice du Bureau de la coopération suisse à Douchanbé, évoque ses relations avec ses partenaires locaux et internationaux.

25

L'éléphant

Le photographe Amir Isaev parle de sa peur face au bruit des hélicoptères.

DDC

26

L'urgence d'améliorer le quotidien des réfugiés Rohingya

Dans les camps de Cox's Bazar au Bangladesh, les familles vivent dans des conditions très difficiles.

29

Renforcer la société civile pour diminuer les inégalités

La Suisse soutient des projets visant à réduire les disparités économiques et sociales en Europe de l'Est.

31

Du charbon de meilleure qualité pour les familles

En Tanzanie, une utilisation durable du bois permet de préserver l'environnement.

FORUM

34

Les milliards chinois dans les pays en développement

Pékin investit des sommes colossales dans des projets d'infrastructure, tout en renforçant sa participation à des missions de paix.

37

Le Rwanda doit viser les fruits en haut de l'arbre

Carte blanche : Alice Nkulikiyinka demande que Kigali crée un cadre dynamique qui permette au secteur privé de se développer.

CULTURE

38

« Pas d'excuses : fais-le toi-même ! »

Les musiciens du Sud produisent eux-mêmes leur musique grâce aux réseaux sociaux.

3 Éditorial

4 Périscope

33 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Tiziana Soudani

43 Impressum

L'EXPRESSION D'UN MONDE « IMPARFAIT »



© DDC

Au fond, les débats sur la migration s'articulent généralement autour de deux interrogations : à qui profite-t-elle et quels droits y sont-ils rattachés ? Mais peut-on poser ces questions ? Oui, clairement. Le contexte des migrations est celui de rapports changeants entre des intérêts et des droits. Trouver un équilibre satisfaisant suppose d'accepter le débat en toute franchise. Si les migrants disposent, dans une large mesure, des mêmes droits que les autochtones, celui de l'immigration ne leur est, en revanche, pas acquis. C'est là que doivent être conciliés différents intérêts. Une précision mérite d'être ajoutée : je ne parle pas ici de réfugiés, c'est-à-dire de personnes persécutées qui ont besoin d'être protégées. Dans leur cas, la réponse aux deux questions posées est claire. Dans le domaine de l'asile, un seul droit, celui d'être protégé face aux menaces et à la persécution, et un seul intérêt, l'humanité (même si, bien entendu, la migration comporte également des aspects profondément humains), comptent.

Dans un monde « parfait », pays d'origine, pays d'accueil et migrants tireraient profit de la migration dans une même mesure. Seulement voilà, la migration est elle-même probablement l'expression d'un monde « imparfait ». Pour les pays d'immigration, le bénéfice est maximal si les migrants répondent, par leurs aptitudes, aux besoins quantitatifs et qualitatifs du marché du travail local et s'ils sont économiquement et socialement intégrés dans la société. Pour les migrants, les objectifs sont comparables : améliorer leur situation économique dans ce nouveau pays, contribuer à sa prospérité grâce à leurs compétences et être pleinement acceptés par la société locale.

Les intérêts des pays d'émigration sont plus disparates. Les grands États, comme la Chine ou l'Inde, peuvent faire face au départ de leurs ressortissants jeunes et doués qui, parfois nombreux, vont chercher fortune à l'étranger. Ils en retirent même un bénéfice, surtout si ces personnes rentrent au pays, plus qualifiés encore. Les petits pays, en revanche, redoutent une fuite des cerveaux, d'autant plus si les migrants décident de rester à l'étranger.

Cet impact négatif de la migration est, en partie, compensé par un facteur auquel l'essentiel de ce numéro est consacré : les transferts d'argent. Pour 2018, les versements à des proches dans des pays en développement ont été estimés à 529 milliards de dollars, soit plus du triple de l'aide publique au développement dans le monde. Les investissements directs dans les pays du Sud, d'ailleurs bien plus fluctuants, ne correspondent eux-mêmes qu'à une fois et demie le montant de ces fonds.

En 2017, les versements effectués par des migrants établis en Suisse s'élevaient à un peu plus de sept milliards de francs. En 2000, ils se montaient à trois milliards. Pour plus des deux tiers, ils concernent, toutefois, des pays européens.

La contribution des transferts d'argent au produit intérieur brut de pays fortement touchés par la migration professionnelle est considérable. Au Kirghizistan, cette part atteignait 35 % en 2017 ; au Tadjikistan, en Haïti et au Népal, quelque 30 %. Bien entendu, outre le volume des envois, leur utilisation est déterminante. Si les fonds servent essentiellement à acheter des biens de consommation importés, l'impact sur le développement économique du pays est faible.

Un seul monde se propose ici de mettre en lumière la manière dont la DDC coopère avec les diasporas en Suisse afin que l'économie des pays d'émigration tire mieux parti de ces transferts d'argent.

Manuel Sager
Directeur de la DDC



© Corbin Chamberlain/Getty Images/Infir

UN MEILLEUR DÉPART DANS LA VIE GRÂCE À L'ALLAITEMENT PRÉCOCE

(zs) L'allaitement maternel dans l'heure suivant la naissance est essentiel pour donner aux nouveau-nés une chance de survivre. Pourtant, 78 millions d'entre eux - soit trois sur cinq - ne sont pas nourris au sein précocement, ce qui accroît leur risque de décès et de maladies, selon un rapport de l'Unicef et de l'Organisation mondiale de la santé qui épluche les données de 76 pays. La plupart de ces nourrissons naissent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Un retard de quelques heures seulement après la naissance peut s'avérer mortel. Le contact de peau à peau ainsi que la tétée stimulent la production de lait chez la mère et notamment de colostrum, une substance considérée comme « le premier vaccin » pour l'enfant en raison de sa richesse en nutriments et en anticorps. Plusieurs raisons expliquent une mise au sein tardive : l'alimentation au lait infantile, l'augmentation du nombre de césariennes (les taux d'allaitement précoce sont nettement plus faibles chez les nourrissons nés via ce mode d'accouchement) et la qualité variable des soins prodigués aux mères et aux nouveau-nés.

APPRENTISSAGE EFFICACE POUR TOUS

(sch) D'après l'Unicef, 91 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient scolarisés en 2015. De grands progrès ont été enregistrés en Afrique ces dernières années. En 1999, seuls 59 % des enfants d'Afrique subsaharienne étaient scolarisés, contre 80 % en 2016. Aller à l'école ne signifie, toutefois,



© Allison Joyce/Reuters/Infir

pas que les connaissances escomptées ont été acquises. Aujourd'hui encore, des millions d'enfants ne savent ni lire ni calculer correctement. Des problèmes structurels au sein des systèmes scolaires en sont la cause principale, d'après des études du réseau de chercheurs Abdul Latif James Poverty Action Lab. Les enseignants suivent davantage les bons élèves, au détriment des autres par exemple. L'approche « Teaching at the Right Level », développée par l'ONG indienne Pratham, offre des résultats prometteurs : de la troisième à la cinquième année, les enfants sont répartis non pas en fonction de leur âge, mais selon leurs besoins d'apprentissage. Plus de temps est consacré aux compétences de base, telles que la lecture et les mathématiques, et les progrès des élèves sont régulièrement évalués.

PRÉVENIR LA FAMINE

(cz) Les famines ont des conséquences dévastatrices et sont extrêmement difficiles à prévoir. C'est pourquoi l'ONU, la Banque mondiale et d'autres organisations humanitaires se sont associées à des géants de la technologie comme Microsoft, Google et Amazon pour développer un modèle d'analyse fiable permettant de prévoir le manque de ressources alimentaires. Le Famine Action Mechanism (FAM) est appelé à devenir le premier instrument de prévention de la famine. Basé sur des prévisions tirées d'énormes quantités de données, des mesures de prévention efficaces peuvent être prises à un stade précoce. « Nous sommes en train de créer une coalition inédite », explique Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale. « Le FAM réunit technologies novatrices, financement anticipé et importants partenaires locaux afin de prévenir les famines. » Avant d'être utilisé à large échelle, le mécanisme sera introduit dans de petits pays menacés par ce fléau.

LES SMARTPHONES ENCOURAGENT LA LECTURE... DE LIVRES

(bf) D'après les estimations, deux tiers des habitants d'Afrique subsaharienne possèdent un téléphone portable. Une étude récente a établi un lien de causalité entre le smartphone et la lecture de livres. De janvier à octobre 2018, les utilisateurs de la région ont passé plus de quatre millions d'heures sur leur mobile, soit une hausse de 30 % par rapport à 2017. Ces résultats proviennent d'une enquête du navigateur Opera Mini, réalisée en collaboration avec l'ONG Worldreader qui offre aux habitants de pays en développement une bibliothèque de livres numériques en libre accès, consultables sur tablette ou téléphone portable. Selon le sondage en ligne mené auprès de 1500 femmes et hommes de 14 à 44 ans dans plusieurs pays d'Afrique noire, les Nigériens, les Sud-Africains et les Ivoiriens sont les lecteurs les plus assidus de la région. Leur genre favori : les romans d'amour écrits par des auteurs locaux.



INTERDICTION DE TRAVAILLER CONTRE-PRODUCTIVE

(sch) Dans de nombreux pays européens, les requérants d'asile ne sont pas autorisés à travailler immédiatement. Cette politique est contre-productive, démontre une étude de l'Immigration Policy Lab de l'EPFZ et de l'Université de Stanford, commandée par Berlin. Les chercheurs ont comparé deux groupes de réfugiés originaires d'ex-Yougoslavie en Allemagne. En raison d'une révision de loi en l'an 2000, les membres du premier groupe ont dû attendre en moyenne sept mois de plus que ceux du second avant de pouvoir travailler. Cinq ans plus tard, le taux d'occupation des réfugiés dont le délai de carence était le plus court s'est avéré supérieur de 20 points de pourcentage. L'étude attribue cette différence au fait qu'une interdiction de travailler de longue durée et l'inactivité forcée démotive à terme les requérants d'asile. De surcroît, toute privation de travail coûte cher à l'État. Celui-ci a économisé, dans le cas du premier groupe actif, quelque 40 millions d'euros par an, grâce à la baisse des charges sociales et à l'augmentation des recettes fiscales.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE EST TROP LENTE

(sch) Selon les statistiques, la tuberculose est la maladie infectieuse la plus meurtrière: elle a tué 1,4 million de personnes en 2015. Extrêmement contagieuse, elle se transmet



par voie aérienne. Cette infection est très répandue parmi les plus démunis, ceux-ci n'ayant pas les moyens de se procurer les vaccins ou les médicaments nécessaires. En outre, de nombreux réseaux de santé nationaux manquent de ressources pour mettre en place des systèmes de prévention, de diagnostic et de traitement. En septembre 2018 s'est tenue la première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur la lutte contre la tuberculose. La résolution prise souligne que les efforts et les investissements mondiaux actuels ne suffiront pas à enrayer l'épidémie de tuberculose d'ici à 2030. Cet engagement figure, pourtant, parmi les Objectifs de développement durable des Nations Unies.



DOSSIER DIASPORA ET TRANSFERTS D'ARGENT

MADAME NEILA ET LES CAILLES PAGE 8
À LA FOIS MIGRANTS ET COOPÉRANTS PAGE 12
« CE QU'UNE MAIN DONNE, L'AUTRE LE DILAPIDE » PAGE 17
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19

Transfert d'argent تحويل الأموال

ويسترن
يونيون
تحويل أموال

MoneyGram[®]
Transfert International d'Argent



MADAME NEILA ET LES CAILLES

Les migrants jouent un rôle clé dans le développement de leur pays d'origine. Le potentiel de la diaspora pourrait être davantage exploité. Exemple avec la Suisso-Tunisienne Neila Boubakri-Kuhne: sa volonté de changer les choses l'a menée de Gümligen (BE) à Kalaat Senan, en Tunisie, en passant par Genève.

Texte: Christian Zeier

Après quatre heures de route, un contrôle de police et deux postes militaires, Neila Boubakri-Kuhne est presque arrivée à destination. Entourée d'un groupe de femmes, elle se tient sur un chemin sablonneux: à gauche, la Table de Jugurtha, haut plateau étonnant; à droite, la frontière avec l'Algérie qui serpente au loin, à travers le désert. Une ferme délabrée, avec des murs de pierre entourés de cactus et de carcasses de voitures, se dresse devant elle. C'est ici que vivent les cailles pour lesquelles elle a fait tout ce chemin. Son projet, sa contribution au développement de son pays natal, ce sont ces oiseaux.

Nous sommes à la périphérie de Kalaat Senan, une petite ville à l'extrême ouest de la Tunisie. C'est dans cette région que naît, en 2011, le Printemps arabe qui provoque la chute du dictateur et une vague de démocratisation en Tunisie. Sur le plan économique, la population n'en ressent que très peu les effets. Pauvreté et frustration sont monnaie courante et le nord-ouest du pays serait, dit-on, le terreau du djihadisme. D'où la présence d'importantes forces de sécurité.

Voici trois ans, des habitantes de Kalaat Senan ont fondé un Groupement de développement agricole. Elles cultivent céréales et légumes, tout en élevant des cailles dont elles vendent la viande et les oeufs. Un projet inhabituel dans une région où la majorité des femmes restent au foyer. «Beaucoup d'entre elles sont

jeunes. Elles ont des enfants et un mari qui gagne peu ou n'est plus là», commente Neila Boubakri-Kuhne. Grâce aux fonds et au savoir-faire suisses, elle souhaite développer l'élevage de cailles et améliorer ainsi la situation de ces femmes.

Devant la ferme, Madame Neila – c'est ainsi que tout le monde l'appelle – échange avec les femmes en français, puis en arabe. Ses parents sont originaires de la région, mais, au milieu de tous ces hijabs et robes longues, ses vêtements à la mode, son tailleur-pantalon et ses cheveux détachés lui donnent un air venu d'ailleurs. Née à Tunis, elle est tunisienne. Elle est également suisse: elle vit à Gümligen, dans le canton de Berne. Pendant des années, son soutien à sa famille tunisienne était essentiellement financier: un coup de pouce à l'occasion d'un mariage, d'une opération, d'une formation. Puis, elle s'est dit que cela ne suffisait pas. Le chemin qu'elle emprunte alors la mène de Gümligen à Genève, puis à Urtenen (BE) et à Chavannes-de-Bogis (VD), jusqu'à l'extrême ouest de la Tunisie.

Des transferts de quelque 500 milliards

Ce parcours débute en 2013. À l'époque, la DDC décide de mettre en œuvre le projet «Communauté tunisienne résidente en

Suisse (CTRS)» pour inclure la diaspora dans la coopération au développement. L'idée? Aider le gouvernement tunisien à mieux tirer parti du potentiel de ses ressortissants vivant à l'étranger. Les Tunisiens résidant en Suisse reçoivent un appui pour concrétiser de petits projets de développement et commerciaux.

Berne reconnaît ainsi le rôle clé que jouent les migrants dans l'essor de leur pays d'origine. En 2018, les transferts d'argent des diasporas dans les pays du Sud ont atteint plus de 500 milliards de dollars, soit le triple de l'ensemble des dépenses consenties dans le monde au titre de l'aide publique au développement (voir entretien p. 17). Les fonds envoyés permettent de soutenir des familles et de payer des soins. Ils sont aussi utilisés pour bâtir des maisons, créer des entreprises ou financer des formations. S'y ajoutent des apports de connaissances, d'aptitudes, de valeurs ou de technologies, appelés «transferts sociaux». Si les influences extérieures modifient les relations au sein d'une famille ou la répartition des rôles entre les sexes, elles peuvent aussi avoir un impact significatif sur l'évolution politique, économique ou culturelle d'un pays.

«Le projet pilote CTRS permet, pour la première fois, d'exploiter de manière systématique et durable le potentiel de la diaspora dans le domaine du développement», explique Hanspeter Wyss, du



Neila Boubakri-Kuhne (à gauche) est en visite chez Katrin Huber, avicultrice spécialisée dans l'élevage de cailles à Urtenen-Schönbühl (BE). Avec l'appui de la DDC, la Suisso-Tunisienne veut améliorer l'élevage des cailles en Tunisie.

© Christian Zeier

Programme global Migration et Développement à la DDC. «Il doit démontrer ce qui fonctionne ou non.» La diaspora tunisienne a été choisie en raison de ses caractéristiques: dans le cadre d'un tel projet, il fallait une communauté dotée d'un certain degré d'organisation, d'un rapport étroit avec la contrée d'origine et d'une volonté de s'engager – pour sa propre famille comme pour le pays en général.

Selon une étude de l'EPFL datant de 2014, ces critères étaient réunis dans le cas de la Tunisie. Chaque année, les transferts d'argent vers ce pays atteignent quelque deux milliards de dollars, soit 5% de son produit intérieur brut. Les envois depuis la Suisse s'élèvent à plus de 20 millions de

francs. Depuis la chute de Zine el-Abidine Ben Ali, de nombreuses organisations tunisiennes destinées à soutenir le développement du pays ont, d'ailleurs, vu le jour sur sol helvétique. L'association Tawassol, basée à Gümligen, en fait partie.

De l'idée au projet

Assise sur le canapé de son salon à Gümligen, à 1200 kilomètres de l'élevage de cailles de Kalaat Senan, Neila Boubakri-Kuhne est penchée sur son ordinateur portable. C'est ici qu'elle consacre son temps libre à son projet et qu'elle vit avec son mari allemand. Elle a quitté la Tunisie il y a seize ans pour étudier l'histoire et la pédagogie à l'Université de Fribourg,

RÉVOLUTION TUNISIENNE

En 2011, le peuple tunisien chasse Zine el-Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis vingt-trois ans. Ce mouvement protestataire essaime alors dans d'autres pays: ce qu'on appelle le « Printemps arabe » est né. Contrairement à la Libye ou à la Syrie, la Tunisie ne connaît pas de guerre civile. Le régime est renversé en quelques semaines. Ni réformes démocratiques ni croissance économique ne sont acquises pour autant. Le taux de chômage avoisine officiellement les 15%, le dinar tunisien a chuté et nombreux sont les jeunes à quitter un pays qui ne leur offre pas de perspectives.

puis la didactique à Lyon, avant d'obtenir un diplôme de formatrice d'adultes. En 2016, pour contribuer au développement de son pays natal, elle fonde Tawassol, l'une des rares associations tunisiennes en Suisse alémanique.

Les débuts sont laborieux et les premières tentatives échouent. En 2017, Neila Boubakri-Kuhne participe à un atelier du projet CTRS. «J'ai pu parler de mes idées de manière constructive et rencontrer des membres de la diaspora», résume-t-elle. Grâce au réseautage, elle forme une petite équipe et trouve un nouvel élan. Lors de ses recherches, elle découvre que la Suisse est présente à l'ouest de la Tunisie, dans la région défavorisée dont sont origi-

naires ses parents. Quelqu'un lui parle des femmes de Kalaat Senan. La famille de son père établit le contact. Peu à peu, un rêve se dessine, qui ne la quitte plus depuis: améliorer l'élevage de caillies en Tunisie grâce au savoir-faire suisse.

Avec le soutien de la CTRS, elle revoit sa copie et dépose une demande de financement. En mars 2018, l'association Tawassol se voit attribuer 12000 francs pour la mise en œuvre de son premier projet de développement.

Entre deux mondes

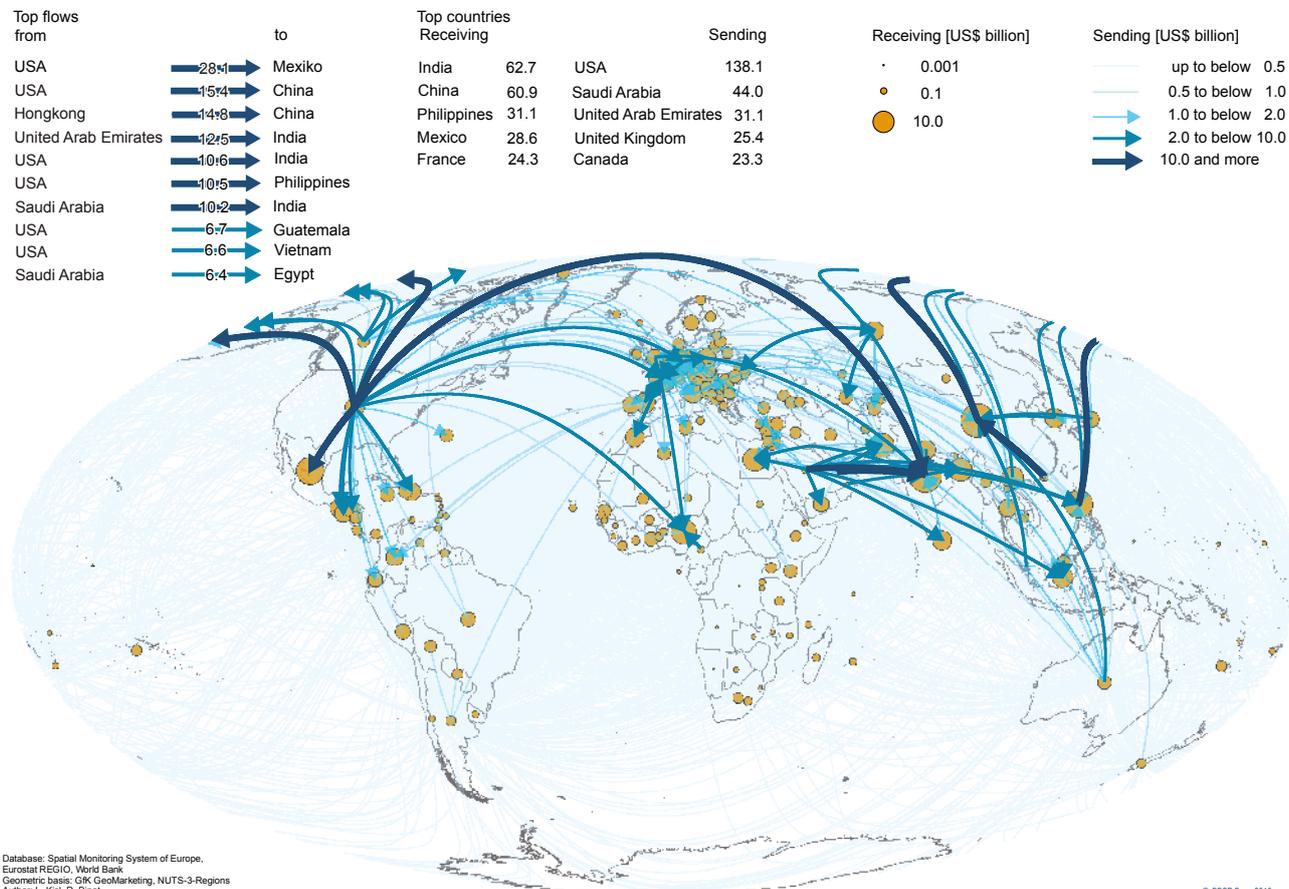
Sept mois plus tard, installée sur le siège passager d'une voiture de location, Neila

Boubakri-Kuhne traverse les faubourgs de Tunis. Amusée, elle raconte sa tentative désespérée, deux jours plus tôt, de verser la première tranche de fonds à l'organisation partenaire locale. «Parfois, les choses sont un peu compliquées chez nous, en Tunisie, commente-t-elle dans un rire. Quand je m'énerve, on me dit: ne sois pas si suisse!» Au volant, sa sœur dépasse le quartier huppé de Carthage et ses villas imposantes. Elle longe des centres commerciaux et des tours modernes, puis viennent les banlieues, où règne la misère.

Après plus de deux heures sur l'A3, les deux sœurs laissent derrière elles le village de leur père, puis, peu après, celui de leur mère. Comme beaucoup d'autres,

Transferts d'argent par la diaspora

Les envois de fonds couvrent le monde entier. En 2016, les migrants ont transféré 574 milliards de dollars via les canaux officiels. Cette carte montre les principaux flux. Plus les flèches sont épaisses, plus les sommes envoyées sont élevées. Les plus grands points signalent les pays ayant reçu les sommes d'argent les plus importantes.



leurs parents ont quitté la région il y a des années pour s'installer à Tunis. «De nombreux migrants viennent d'ici, raconte Neila Boubakri-Kuhne. Pour que les gens restent, il faut des perspectives. Voilà pourquoi nous devons agir.» Elle rencontre, ce jour-là, les femmes du projet pour la première fois et visite leur élevage. Jusqu'à présent, les contacts ont eu lieu par courriel et par téléphone. Grâce à l'aide suisse, l'exploitation sera mieux outillée, proposera d'autres aliments aux oiseaux, avec plus d'espace. «C'est un premier pas», relève Neila Boubakri-Kuhne. À long terme, elle espère que les femmes gagneront mieux leur vie et que la situation économique de la région s'en trouvera améliorée. «Nous devons être à la fois réalistes et optimistes, pour-

suit-elle en riant. Un engagement de tous les Tunisiens de l'étranger: voilà qui pourrait faire la différence.»

Migrant et jeune entrepreneur

Un aperçu de cette différence se dévoile à Chavannes-de-Bogis, près de Genève, un samedi matin d'octobre. Le soleil brille, la vue sur le lac Léman est dégagée et la salle de conférences du Best Western Hôtel se remplit peu à peu de Tunisiens. La plupart d'entre eux ont réalisé des projets dans leur pays d'origine ces dernières années: ils ont soutenu la construction de salles de classe, organisé un forum des métiers pour les jeunes en fin de scolarité et encouragé la protection des zones

DES DIFFICULTÉS PARFOIS

Les initiatives impliquant des migrants établis en Suisse ne sont pas toutes aussi fructueuses que le projet CTRS. Certaines communautés sont très divisées, avec des porte-parole extrêmement réfractaires au dialogue. La diaspora somalienne, où l'appartenance à un clan joue un rôle clé, en est un exemple. Par ailleurs, des difficultés peuvent apparaître avec certains partenaires. Ainsi, la DDC a dû interrompre en 2015 un projet visant à favoriser la formation d'apprentis au Nigéria. Les fonds avaient été employés de manière inefficace: les participants s'étaient brouillés et aucun résultat n'avait pu être obtenu.

Les paysannes de Kalaat Senan accueillent chaleureusement leur marraine suisse.

© Christian Zeiler



À LA FOIS MIGRANTS ET COOPÉRANTS

(cz) La Suisse valorise, à différents niveaux, le potentiel des migrants dans le but de développer durablement leur pays d'origine. Elle entend créer en particulier un environnement institutionnel favorable.

Le rôle que peuvent jouer les migrants dans la politique de développement ne fait que croître. Dans un premier temps, les transferts d'argent effectués par la diaspora se trouvaient au centre de l'attention. Aujourd'hui, d'autres aspects sont encouragés, tels que l'apport de connaissances ou les investissements. Les migrants sont reconnus comme des acteurs importants, autant dans l'Agenda 2030 de développement durable que dans le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations. En

Suisse, ils sont considérés depuis longtemps comme des acteurs potentiels du développement. Ainsi, la DDC a lancé, ces dernières années, divers projets destinés à mieux exploiter la force de la diaspora et à encourager le dialogue avec les migrants.

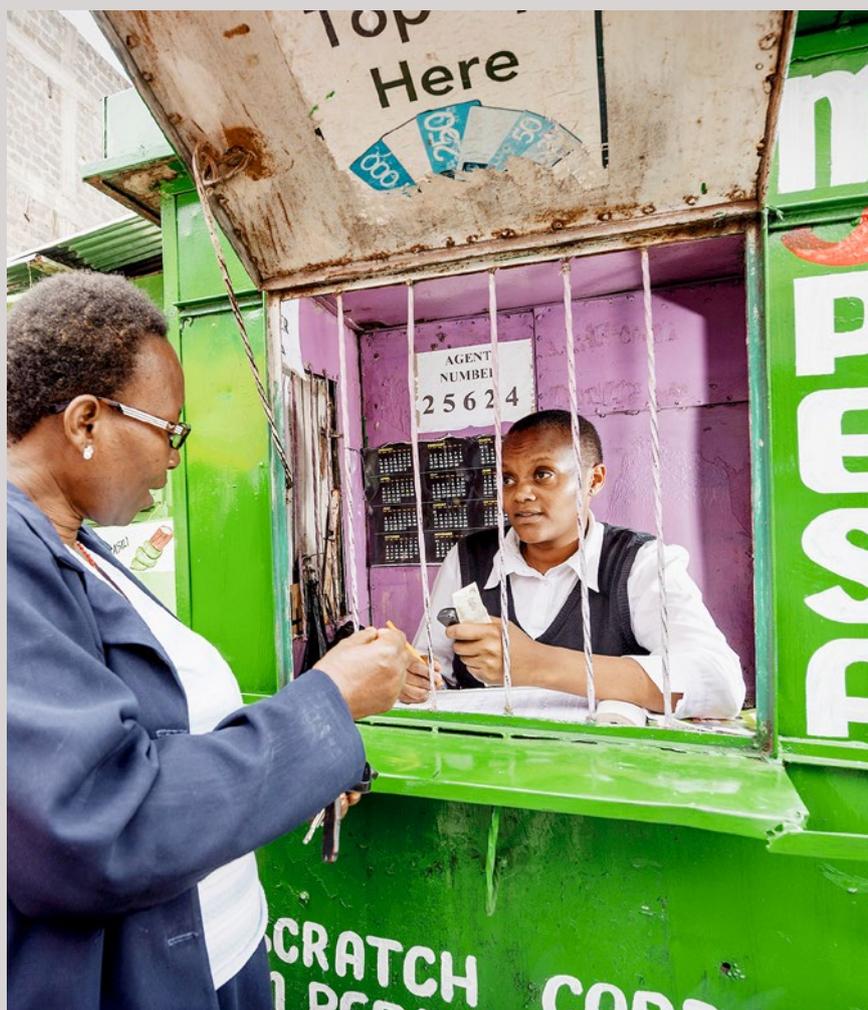
«Les migrants disposent d'un potentiel important pour contribuer au développement de leur pays d'origine, souligne Yvonne Diallo-Sahli, du Programme global Migration et Développement à la DDC. Mais, si le contexte est défavorable, ce potentiel reste inexploité.» Ainsi, la coopération helvétique œuvre de concert avec les autorités des pays concernés pour améliorer les conditions d'un engagement de la diaspora. Elle renforce aussi les capacités organisationnelles des

membres d'associations de migrants en Suisse.

Créer des liens et des réseaux

La DDC met l'accent sur le soutien aux plateformes d'échanges. Le projet i-platform en est un exemple, avec le renforcement des réseaux de la diaspora originaire de Bosnie et Herzégovine, la création de liens entre diaspora et acteurs des deux pays et le soutien à leurs activités sur place. Le projet Africa-Europe Diaspora Development Platform (ADEPT) fonctionne de manière similaire. Il vise à mettre en place une vaste plateforme à l'intention de la diaspora africaine en Europe.

Parallèlement à de telles initiatives axées sur des pays d'origine précis, la Suisse œuvre aussi au niveau du dialogue international pour une meilleure exploitation du potentiel des migrants. Elle soutient ainsi le Réseau parlementaire sur les politiques des diasporas qui encourage les échanges et la collaboration avec les députés de parlements, les associations de la diaspora et les institutions étatiques. Berne s'engage également dans des processus internationaux destinés à améliorer les conditions de travail des migrants. Pour générer de nouvelles connaissances sur la migration et le développement, elle apporte son appui à une plateforme d'experts de la Banque mondiale, KNOMAD (voir entretien p. 17). La Plateforme de la société civile suisse compte, elle aussi, des organisations de la diaspora parmi ses membres. Lesquels contribuent au dialogue national et international en matière de migration et de développement. ■



© Sven Torfinn/airf



Jamila Zarrouki, représentante des autorités locales, visite avec Neila Boubakri-Kuhne l'élevage de cailles soutenu par la DDC, à Kalaat Senan.

© Christian Zeiler

forestières ainsi que de nouvelles formes d'exploitation.

Les responsables du projet CTRS ont invité les participants à un bilan critique de leurs initiatives. Au mur, des post-it colorés témoignent des moments clés comme des déceptions des années passées. Viennent ensuite les discussions. L'un des thèmes évoqués est le suivi sur le terrain, jugé insuffisant. Quelqu'un observe que 12000 francs, ce n'est pas beaucoup pour mettre en œuvre un projet. Neila Boubakri-Kuhne est, elle aussi, présente. Elle note des points forts sur le mur: «Processus d'apprentissage, engagement, motivation, rédaction d'un véritable business plan.»

De manière générale, les retours sont très positifs. Une inquiétude, visiblement partagée par beaucoup, émerge pourtant: que se passera-t-il à la fin de la phase pilote? «Il y aura forcément une suite, quelle qu'en soit la forme, rassure Hans-

peter Wyss, de la DDC. Nous sommes en train de définir une réorientation du projet.» Aussi, les remarques des représentants de la diaspora sont précieuses.

Les participants proviennent des régions les plus diverses de Tunisie et leurs formations sont tout aussi variées: agriculteur, étudiante, restaurateur notamment. Les projets sont pluriels également: certains, comme Neila Boubakri-Kuhne, travaillent sur des idées de développement; d'autres profitent du projet CTRS à leur entrée dans le monde du travail ou en tant qu'entrepreneur, comme Mohammed Karmani.

Lui aussi veut aider son pays et souhaite que la situation s'améliore, mais son approche est différente. «À terme, mon projet devra être rentable», souligne-t-il. Mohammed Karmani n'est pas un travailleur humanitaire: il est entrepreneur. Sa société Tunitable, un site de réservation de restaurants qui attire les clients

par des rabais alléchants, lui a permis de créer quatre postes de travail en Tunisie. Son modèle: La Fourchette, un site fort apprécié en Suisse. «Sans le projet CTRS, je n'aurais jamais concrétisé cette idée aussi rapidement», dit-il, songeur, avant d'ajouter: «Peut-être même que je ne me serais jamais réellement lancé.»

Début 2016, il entend parler du projet pour la première fois, participe à un séminaire à Genève et reçoit l'appui nécessaire. En octobre 2018, la plateforme est

ouverte. Mohammed Karmani compte bien en tirer des bénéfices, au plus tard la troisième année. Souvent bien formés, les Tunisiens de Suisse ont acquis de nombreuses compétences, estime le jeune entrepreneur. Avec la bonne réputation de la Suisse, ce sont les meilleures conditions pour réussir en Tunisie. «Le potentiel de la diaspora est énorme», poursuit-il. «Nous formons une passerelle entre ces pays. Nous connaissons les deux cultures et savons conjuguer ce qu'elles ont de meilleur.»

Un savoir-faire inspiré des poulaillers suisses

Créer des liens est aussi le souhait de Neila Boubakri-Kuhne. Cette fois, la voici devant une ferme réaménagée à Urtenen-Schönbühl, une commune à la périphérie de Berne. Elle vient recueillir des informations sur la réglementation de l'élevage de cailles en Suisse: dispositifs d'alimentation et d'abreuvement, possibilité de prendre des bains de sable et de se cacher, espace de ponte suffi-



sant où les cailles ne sont pas dérangées et, bien sûr, bonnes conditions d'hygiène. Madame Neila est accueillie par Katrin Huber, avicultrice de formation, qui s'est spécialisée dans l'élevage de cailles. Celles-ci vivent dans un poulailler, devant la maison. Tout visiteur doit être équipé de vêtements de protection: combinaison intégrale, coiffe plastifiée et couvre-chaussures de plastique. Neila Boubakri-Kuhne écoute attentivement, pose des questions: quand il s'agit de collecter des informations, elle est dans

son élément. «Bien entendu, le soutien financier est important. Mais la transmission de savoirs reste primordiale», pointe-t-elle. Au début du projet, ne sachant pas grand-chose sur les cailles, elle effectue des recherches et contacte différentes structures. C'est un article de journal qui la met sur la piste de Katrin Huber.

Entre-temps, les deux femmes en vêtements de protection bleus sont passées dans le poulailler, entourées de presque 500 cailles, dont la plupart – si curieuses – se mettent à picorer à travers leurs jambes. D'autres cailles sont installées sur des perchoirs, prennent un bain de sable ou se cachent derrière les plantes réparties dans tout l'espace. Neila Boubakri-Kuhne émet un doute: l'élevage de Kalaat Senan répondra-t-il un jour aux normes suisses, très strictes? «Là n'est pas notre objectif», confie-t-elle. «Les réglementations sont totalement différentes, renchérit Katrin Huber. Ce qui est essentiel, c'est que les bêtes soient en bonne santé.» Pour cela, il faut éliminer les sources de stress, offrir aux cailles des possibilités de se cacher et respecter certaines règles d'hygiène. Katrin Huber se montre ouverte et disposée à transmettre son savoir-faire. Se rendra-t-elle en Tunisie, comme le suggère son invitée? La question reste ouverte.

Coopération entre pairs

Elle serait la bienvenue à Kalaat Senan. Lorsque Madame Neila et sa sœur arrivent enfin au village, les femmes les accueillent avec de la viande de caille et une salade tunisienne. Le maire prend la parole, formule des remerciements et voit les choses en grand: les quelques milliers de francs accordés par la Suisse lui paraissent bien dérisoires. Dans l'assemblée, une femme rétorque: «Cette aide-là est précieuse pour nous. Nous faisons des progrès, pas à pas.»

Arrive enfin le moment où Madame Neila peut voir «ses» cailles. Le groupe se dirige vers la petite ferme au pied du plateau, passant par un couloir mal éclairé

LA DIASPORA TUNISIENNE EN SUISSE

En 2017, près de 8000 ressortissants tunisiens possédaient un domicile permanent en Suisse. Ce chiffre ne prend en compte ni les personnes nées en Tunisie, mais possédant également la nationalité suisse, ni les personnes au bénéfice d'une autorisation de séjour de moins de douze mois ni les sans-papiers. En 2012, les autorités tunisiennes recensaient un peu moins de 17 000 personnes nées en Tunisie et résidant en Suisse. Les principales raisons motivant une émigration en Suisse sont les perspectives professionnelles, la formation, le regroupement familial ainsi que la répression politique et l'absence d'opportunités dans le pays. La diaspora s'engage dans les domaines suivants: envoi d'argent et investissements, capital social et transfert de connaissances, philanthropie et aide humanitaire, projets de retour au pays. Afin de soutenir cet engagement, le budget alloué par la Suisse s'est élevé à 3,5 millions de francs pour la première phase du projet CTRS, qui s'est étendue de 2013 à 2018.

Un élevage de cailles tenu par des femmes n'est pas banal dans le nord-ouest de la Tunisie, région conservatrice. Grâce à l'aide suisse, l'exploitation sera mieux outillée. Elle proposera d'autres aliments et un supplément d'espace aux oiseaux.

© Christian Zeier





Les œufs de caille sont vendus au marché, permettant aux éleveuses d'améliorer le revenu de leur famille.

© Christian Zeiler

et si étroit que les visiteurs s'agglutinent à l'entrée. À gauche, on distingue tout à coup le frigo contenant les œufs et, à droite, dans l'angle, la porte grillagée qui mène à la pièce où se trouve l'élevage. Deux des femmes entrent et soulèvent quelques-unes des cailles, invitant la visiteuse à faire de même. La scène restera dans les mémoires: dans cette lumière blafarde, Madame Neila et l'une des femmes se passent un oiseau et rient. La Tunisie d'hier, celle d'aujourd'hui: une coopération entre pairs.

Plus tard, Neila Boubakri-Kuhne dira: «Je ne suis pas surprise. Il reste beaucoup à améliorer.» Les volailles semblent en moins bonne santé qu'à Urtenen. Elles sont moins familières, moins curieuses, n'ont pas d'endroit où se cacher et il n'existe pas de règles en matière d'hy-

giène qui les protégeraient de maladies. Oui, il y a fort à faire et les obstacles ne manqueront pas. Mais, à l'heure qu'il est, difficile d'imaginer Madame Neila abandonner ses cailles sans avoir pu améliorer les conditions d'élevage. «J'y mets tout mon cœur, lance-t-elle. Et je suis prête à convaincre d'autres personnes de me suivre.» Il ne s'agit pas d'un obscur projet de développement dans un pays choisi au hasard. Il s'agit de sa Tunisie. De l'avenir de sa seconde patrie. ■

DIFFÉRENTS SOUTIENS

Dans le domaine des diasporas, la DDC travaille avec d'autres offices fédéraux tels que le Secrétariat d'État aux migrations, le Secrétariat d'État à l'économie ou la Division Sécurité humaine du DFAE. Ces services mènent aussi leurs propres projets destinés à encourager les migrants en tant qu'acteurs. Par exemple, le Seco Start-up Fund soutient des entreprises dans des pays en développement et en transition. La diaspora peut, elle aussi, en bénéficier.

« CE QU'UNE MAIN DONNE, L'AUTRE LE DILAPIDE »

Selon Dilip Ratha, l'un des principaux experts en matière de migration et de développement, l'impact des transferts d'argent de particuliers sur l'essor des pays pauvres est sous-estimé. Au lieu de valoriser ces fonds, on élève artificiellement leur coût.

Entretien : Christian Zeier.

Dilip Ratha, quels sont les avantages des transferts d'argent par rapport à l'aide publique au développement ?

L'argent envoyé par les migrants arrive là où il est nécessaire. Il ne transite pas par des organisations ou des gouvernements. De plus, ces fonds s'accompagnent souvent d'un savoir-faire ou d'idées quant à leur gestion.

Qu'est-ce qui les différencie d'investissements directs étrangers ?

Les transferts d'argent sont un cadeau, pas un investissement. Il n'en résulte pas d'obligation pour l'État ou la population. Cet argent reste dans le pays et n'est pas rapatrié aux premiers signes de crise. Au contraire, si un événement grave se produit, sécheresse ou crise économique, les gens envoient plus de fonds. Ces transferts constituent, en quelque sorte, une assurance.

Ils peuvent aussi rendre un pays dépendant.

Cette critique vaut tant pour la coopération au développement que pour les investissements directs. D'ailleurs, on ne peut pas dire qu'un pays aille mal parce qu'il reçoit d'importants transferts d'argent. La causalité doit être vue ainsi : c'est par manque de perspectives que les gens partent et envoient de l'argent.

Pourquoi ces transferts sont-ils peu reconnus malgré leur fort potentiel ?

Cet argent émane de migrants internationaux, qui ne sont souvent pleinement intégrés ni dans leur pays d'origine ni dans leur pays de résidence. De plus, ces montants sont le plus souvent modestes. Bien sûr, si j'envoie 100 dollars en Inde, c'est négligeable. Si des millions de personnes le font chaque mois en revanche,

les sommes deviennent colossales. Rien que l'an passé, les migrants ont envoyé 529 milliards de dollars vers les pays en développement.

Ce montant est trois fois plus élevé que celui consacré à l'aide publique au développement. Lors d'une conférence TED (Technology, Entertainment and Design) donnée il y a quatre ans, vous disiez pourtant : « Nous ne cessons de débattre de l'aide au développement en ignorant les transferts d'argent. » La situation a-t-elle changé ?

Malheureusement, très peu. La plupart des pays raisonnent encore selon les anciens schémas de la coopération au développement. Celle-ci reçoit le soutien de nombreuses organisations, alors que le potentiel des transferts d'argent reste souvent inexploité. Mais tout n'est pas

Dilip Ratha, né en Inde, est considéré comme l'un des principaux experts en matière de migration et de développement. Économiste, il travaille pour la Banque mondiale à Washington et gère la plateforme d'experts KNOMAD (Global Knowledge Partnership on Migration and Development), qui génère de nouvelles connaissances sur la migration et le développement. Le projet est soutenu par la DDC. À son sujet, le *New York Times* écrivait : « Nul ne peut se vanter d'avoir œuvré autant pour que la migration et ses potentialités deviennent un sujet phare dans les ministères du développement du monde entier. »



© James Duncan Davidson/TED

sombre: dans les Objectifs de développement durable, les Nations Unies ont défini la réduction des coûts des envois effectués par les migrants comme l'un des sous-objectifs.

Le texte prévoit des coûts de transaction moyens de 3%. Aujourd'hui, ceux-ci s'élevaient à 7%.

C'est beaucoup trop. Ces frais s'apparentent à une taxe, néfaste pour le développement des pays pauvres. Pourtant, les idées et les technologies pour rendre les transferts moins onéreux existent depuis longtemps.

« RIEN N'INCITE À PROPOSER DES TARIFS PLUS AVANTAGEUX. »

Où se situe donc le problème ?

La concurrence est artificiellement entravée. L'une des difficultés réside dans la réglementation stricte liée à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (règles AML/CFT). Ces dernières années, de nombreuses start-up, qui pourraient proposer des transferts moins coûteux que les grands prestataires comme Western Union ou MoneyGram, ont été créées. Mais elles sont presque toujours obligées de coopérer avec des banques traditionnelles qui, pour leur part, ont réagi à la rigueur des règles AML/CFT en restreignant ou en abandonnant leur collaboration avec des sociétés de transfert. Pour les petites entreprises, le respect des normes actuelles est trop fastidieux et trop coûteux.

Quelle solution préconisez-vous ?

Les envois modestes, disons jusqu'à 1000 dollars, pourraient ne pas être soumis à ces réglementations. Il faudrait ensuite analyser, sur une année, la fréquence des abus et examiner si le système doit être adapté. Nous avons un besoin urgent de ces données pour faire avancer le débat.

Les États craignent, toutefois, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Oui. Pourtant, il n'y a, au fond, aucune preuve tangible d'un lien entre ces modestes versements officiels et le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme. Les gouvernements devraient se rendre à l'évidence.

Deuxième obstacle: les contrats d'exclusivité des sociétés de transfert.

Comparé aux réglementations, le problème est moins épineux. De nombreux pays ont autorisé leurs services postaux à conclure des contrats d'exclusivité avec des sociétés de transfert, d'où des quasi-monopoles. Rien n'incite à proposer des tarifs plus avantageux.

Comment renverser la tendance ?

Tout comme les règles AML/CFT, les contrats d'exclusivité doivent être révisés au niveau national. Ces dernières années, de nombreux pays en développement les ont interdits. Dans la plupart des grands pays d'émigration, en revanche, la pratique reste autorisée. Ce qu'une main donne, l'autre le dilapide.

Dans les faits, les canaux officiels sont souvent boudés aujourd'hui. La plupart du temps, un envoi informel est moins coûteux.

Si les voies officielles manquent d'attrait, on se tourne vers les canaux informels. Comme nous nous basons sur les données officielles fournies par les pays, mesurer l'ampleur réelle des transferts est effectivement difficile. Les 529 milliards de dollars par an sont très probablement bien en dessous de la réalité.

Que peut faire la Suisse pour mieux exploiter le potentiel des transferts d'argent ?

Chaque pays peut décider de réduire les coûts liés au transfert d'argent. La Suisse jouit d'une forte crédibilité. Elle pourrait donc aussi agir au niveau international, en plaidant par exemple en faveur d'une plateforme à but non lucratif (voir encadré) ou de nouvelles réglementations. ■

PLATFORME À BUT NON LUCRATIF

Afin d'abaisser les coûts des transferts d'argent, Dilip Ratha souhaiterait créer une plateforme à but non lucratif, accessible de la manière la plus large possible à travers le monde. Un réseau de petites sociétés de transfert pourrait s'y former et bénéficier de conseils quant au respect des réglementations. Les coûts s'en trouveraient réduits et le potentiel des transferts encore mieux exploité. Ces dernières années, l'expert s'est entretenu avec de nombreux acteurs de l'économie et du secteur des ONG, intéressés par le projet. Le bilan n'est pas rose: ceux qui ne visent pas le profit se consacrent à d'autres thèmes et ceux qui gèrent des transferts d'argent espèrent des gains trop importants. « Bien sûr, le projet doit être viable, concède Dilip Ratha. Mais on ne peut pas aider les pauvres en espérant, par-dessus le marché, dégager des bénéfices. »

FAITS ET CHIFFRES

Transferts d'argent

L'argent et les biens envoyés dans les pays d'origine par la diaspora forment le lien le plus direct entre migration et développement. L'ampleur des transferts est difficile à évaluer : il n'est pas rare que ceux-ci empruntent des voies informelles. Les chiffres présentés ici ne concernent donc que les versements via les canaux officiels tels que les sociétés de transfert d'argent (Western Union, MoneyGram, etc.)



ont été envoyés en 2017 via les canaux officiels



avaient pour destination des pays en développement

Transferts d'argent de l'étranger dans les pays en développement en 2017

Aide publique au développement des pays de l'OCDE



Investissements directs étrangers

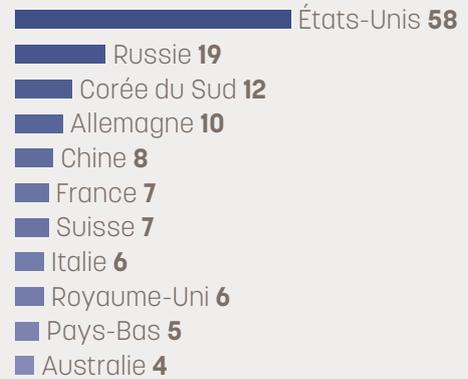


> **Transférer** 200 dollars via les canaux officiels coûte en moyenne 15 dollars.

> Les **disparités** sont grandes : envoyer 200 dollars de Malaisie en Birmanie ne coûte que 4 dollars, alors que presque 40 dollars sont nécessaires pour expédier 200 dollars d'Afrique du Sud en Chine.

Principaux pays d'origine

Transferts d'argent vers des pays à bas et moyen revenu en 2017 (en milliards de dollars)



Principaux pays bénéficiaires

Transferts d'argent 2017 (en milliards de dollars)



Sources et liens

KNOMAD

www.knomad.org
(data, remittances)
www.knomad.org
(publications, migrations and development brief 29)

Banque mondiale

<http://www.worldbank.org>
(migration, remittances, data)

Portail de données sur la migration

www.migrationdataportal.org

DDC et diaspora

<https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/ddc.html> (thèmes, migration, diaspora)

Agenda 2030 de développement durable

<http://indicators.report/targets/10-c/>



AU NOM DU PRÉSIDENT

Le Tadjikistan souffre d'une situation économique difficile, d'une forte corruption et d'un chômage élevé : près d'un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les personnes bien formées émigrent ; d'autres tentent leur chance dans la capitale. Certaines restent, afin de façonner l'avenir de leur pays.

Texte : Edda Schlager*, Douchanbé

À l'intersection entre la route RJ001 et l'autoroute du Pamir, dans une région désertée à une centaine de kilomètres à l'est de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, Ibragim plâtre un mur de pierre à la lumière froide de ce matin frisquet. À quelques mètres, de grandes lettres forment le mot « Rogoun » et indiquent l'entrée d'un tunnel percé dans le rocher qui se termine abruptement. Au sommet, le drapeau tadjik flotte au vent. Quelques bancs se trouvent à côté de l'entrée du tunnel. Une cascade artificielle sautille sur le rocher. L'ensemble forme une gigantesque fontaine.

Le visage tanné par le soleil, les vêtements poussiéreux, Ibragim apporte la dernière touche au jeu d'eau surdimensionné. L'imposant monument, une réplique du barrage de Rogoun qui se construit à proximité, doit être achevé avant que l'original n'entre en service. « Dans la région, il n'y avait presque pas de travail. Mais, avec le barrage, la situation a changé », explique Ibragim. « Les gens viennent de Kulob, de Khodjent, voire même de Douchanbé, pour travailler ici. »

Scène de rue à Douchanbé. Le gouvernement tadjik demande aux femmes de porter des vêtements traditionnels colorés : les tenues sombres sont interdites dans les lieux publics.

© Edda Schlager

Le chantier de la centrale hydroélectrique sur la rivière Vakhch, comprenant un barrage de 335 mètres, le plus haut du monde, représente un grand espoir pour des personnes comme Ibragim. Le Tadjikistan est l'un des pays les plus pauvres du monde. De nombreux Tadjiks, en particulier ceux des zones rurales, quittent leur famille à la recherche d'un emploi. Ils sont des centaines de milliers chaque année à se rendre en Russie par exemple. L'argent qu'ils font parvenir à leurs proches constitue l'un des principaux moteurs économiques du pays. Les travailleurs émigrés ont transféré, en 2017, près de 2,6 milliards de francs vers le Tadjikistan, soit une contribution de quelque 30 % au produit intérieur brut de cet État. Avant la crise en Russie, ces versements représentaient même près de la moitié de la croissance.

Un nouveau village

Ibragim a, lui aussi, travaillé pendant dix ans dans la construction à Moscou, avant de rentrer au Tadjikistan l'année dernière. « Avec de la chance, on peut gagner en Russie quelque 3000 francs par an, soit deux fois plus qu'ici », indique-t-il. Le revenu mensuel moyen au Tadjikistan se monte à 130 francs. Un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Ibragim a 44 ans et cinq enfants. Parce qu'il peut désormais travailler près de son village, il a décidé de rester au pays pour le moment. Il a été engagé par un entrepreneur local qui souhaite démon-

LE PLUS HAUT BARRAGE DU MONDE

La centrale hydroélectrique de Rogoun a été inaugurée en novembre 2018, après plus de quarante ans de travaux. Ce gigantesque projet a démarré en 1976, sous l'ère soviétique. Mais, en 1992, peu après l'indépendance, une guerre civile sanglante déchire le pays. Les parties belligérantes - combattants islamiques, anciens cadres communistes et forces libérales - trouvent un accord en 1997 seulement pour mettre fin au conflit. Le sort du barrage en construction demeure incertain pendant de longues années. Le président Emomalii Rahmon fait tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le financement de cet ouvrage. Il force même les fonctionnaires, les enseignants et les infirmiers à acquérir une participation. Le coût du barrage s'élève à quelque 2,2 milliards de francs. Contrairement à ses voisins d'Asie centrale, le Tadjikistan ne possède ni pétrole ni gaz. Ses principales ressources énergétiques se trouvent dans le potentiel hydroélectrique des hautes montagnes qui couvrent 90 % de sa superficie. D'une puissance de 3600 mégawatts, la centrale de Rogoun ne doit pas seulement servir à alimenter le pays. Le Tadjikistan entend exporter son électricité, vers l'Afghanistan voisin par exemple.

trer sa fidélité au gouvernement avec la construction de la fontaine, à l'intersection vers Rogoun. Que la famille d'Ibragim ait dû déménager en raison de la construction du barrage ne dérange pas l'ouvrier. Le village dans lequel il a grandi est désormais englouti sous les flots de la Vakhch. «Ils nous ont construit un nouveau village», se réjouit Ibragim, en pointant du doigt une rangée de maisons de l'autre côté du fleuve, sur une colline désertique et poussiéreuse.

Immunité présidentielle à vie

Rogoun est un objet de prestige important pour le président tadjik Emomali Rahmon. Le président de 66 ans, qui dirige le pays depuis 1994, souhaite ainsi passer à la postérité. Il a même donné son nom à la centrale hydroélectrique. Cette dernière doit assurer l'alimenta-

tion en électricité du Tadjikistan, dépendant jusqu'ici d'importations onéreuses. De nombreux villages n'ont l'électricité que quelques heures par jour. Même à Douchanbé, les coupures électriques sont monnaie courante, surtout en hiver.

C'est dans ces conditions que vivent les habitants de la capitale, sous l'œil des portraits démesurés du président ornant de nombreux bâtiments de la ville. M. Rahmon s'est donné, en 2015, le titre de «chef de la nation: bâtisseur de paix et d'unité» qui lui garantit l'immunité à vie. Il accorde volontiers des mandats politiques aux membres de sa famille. Son fils Rustam Emomalij a été nommé maire de Douchanbé à l'âge de 29 ans. Certains spéculent sur le fait qu'il succédera à son père à la tête du pays.

Haydar Kurbonov préfère ne pas parler de tout cela. «La politique est un sujet sensible», admet-il. À bientôt 30 ans, l'éloquent jeune homme saisit les opportunités qui se présentent malgré les conditions économiques difficiles. Il nous conduit avec fierté à travers le salon au-

tomobile où il travaille. Le bâtiment vitré sur trois côtés laisse passer les rayons du soleil qui font briller les couleurs – noir, vert ou blanc – des véhicules exposés, tous flambants neufs. Haydar Kurbonov est le directeur des ventes au Tadjikistan de la marque Ravon, produite dans le pays voisin, l'Ouzbékistan. «Le modèle le plus onéreux est la classe C», précise-t-il. Avec un prix qui débute à 12600 dollars, elle est destinée à la classe moyenne. Pour beaucoup de Tadjiks, les limousines ne sont pas abordables, reconnaît un client sur son trente-et-un: «Même avec un bon salaire, il faut compter entre dix et quinze ans avant de pouvoir s'offrir une telle voiture ici.»

Népotisme et corruption

Tous les Tadjiks n'ont pas la chance de trouver un tel emploi. Le népotisme et la corruption sont très répandus dans ce pays montagneux d'Asie centrale. Celui-ci figure au 161^e rang sur 180 de l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International.

L'État est omniprésent.
Un policier réprimande les
femmes du marché.

© Edda Schlager



Quiconque a les moyens cherche à quitter définitivement le pays. Déjà à la fin de l'ère soviétique et durant la guerre civile, les personnes bien formées ont fui à l'étranger. Ouvriers et paysans ont emménagé dans les appartements laissés vides des grandes villes. Le visage de la capitale a ainsi énormément changé.

Anahita Saymidinova s'intéresse au développement de sa ville. Trentenaire, originaire d'une famille aisée d'artistes et de scientifiques, elle a étudié les relations internationales et longtemps travaillé à l'ambassade britannique à Douchanbé. Grâce à une bourse, elle a pu étudier l'urbanisme aux États-Unis un an durant. «Je veux savoir comment la société civile peut s'engager dans les prises de décision qui concernent le développement de la ville», lance-t-elle. Ses contacts à l'étranger lui permettraient de quitter le pays, mais la jeune femme souhaite rester. «Si tout le monde part, que va-t-il advenir du Tadjikistan? Si le gouvernement n'emploie que des personnes n'ayant pas les qualifications requises, le pays n'évoluera pas.»

L'islam pour donner un sens à la vie

Anahita Saymidinova se préoccupe également du fait que toujours plus de jeunes trouvent un sens à leur vie à travers l'islam. Quelque 90% des Tadjiks sont musulmans. «Nombre d'entre eux sont très reconnaissants de pouvoir appartenir à une telle communauté», note-t-elle.

Le paradoxe: les Tadjiks osent de moins en moins afficher ouvertement leur foi. Dans un village aux portes de Douchanbé, une vache trotte le long de la route devant la mosquée principale. Le gardien prépare la salle pour la prière de l'après-midi. Quelques hommes arrivent au compte-gouttes. Ils ôtent leurs sandales dans la véranda avant de fouler pieds nus, la moquette de la grande pièce. S'approche ensuite le muezzin, un jeune homme portant une coiffe brodée et un collier de barbe. De la véranda, il appelle à la prière, avant d'entrer lui-même

dans la salle. Une quinzaine d'hommes seulement ont répondu à son appel cet après-midi-là. «Il y a encore quelques années, les fidèles débordaient dans la rue, raconte le gardien. Mais aujourd'hui, seules les personnes âgées se permettent encore de prier en public.»

L'État tadjik régleme la vie religieuse, si bien que les longues barbes, les vêtements sombres ou le voile sont interdits. Les jeunes ne sont plus autorisés à se rendre dans les mosquées. Le gouvernement dit vouloir prévenir la radicalisation. Toute personne enfreignant ces règles est passible d'amende ou d'emprisonnement.

Parce qu'il existe désormais de nombreuses interdictions étatiques quant à la religion, les gens préfèrent prier chez eux, relève le gardien de la mosquée. Il n'ose pas remettre en question les restrictions. «Que peuvent faire de pauvres gens comme nous contre des lois qui viennent de si haut? Nous devons obéir.» ■

** Edda Schlager est correspondante en Asie centrale pour la Luzerner Zeitung, la radio Deutschlandfunk et la télévision autrichienne ORF notamment. Elle vit à Almaty, au Kazakhstan.*

LE TADJIKISTAN EN BREF

Nom

République du Tadjikistan

Capitale

Douchanbé

Superficie

143 100 km²

Population

Quelque 9,17 millions (estimation), dont 50,9% ont moins de 25 ans

Ethnies

Tadjiks: 84,2%
Ouzbeks: 13,8%
Autres: 2%, dont Kirghizes, Russes, Turkmènes, Tatars, Pamiris

Langues

Le tadjik est la langue officielle. Le russe est couramment utilisé dans l'administration, les affaires ou la vie quotidienne.

Religions

Musulmans sunnites: 85%
Musulmans chiïtes: 5%
Autres: 10%, dont chrétiens russes-orthodoxes et catholiques

Secteurs économiques

Agriculture: 20,7%
Exploitation minière/industrie: 15,1%
Commerce, tourisme: 14,0%
Logistique, communication: 11,5%
Autres: 38,7%, dont secteur financier et services



Sur le terrain avec ...

BURGI ROOS

DIRECTRICE DU BUREAU DE LA COOPÉRATION SUISSE À DOUCHANBÉ,
AU TADJIKISTAN

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

Depuis mon arrivée au Tadjikistan à l'été 2016, je vis dans une petite maison avec jardin dans la capitale Douchanbé, à seulement 300 mètres du Bureau de coopération. Notre équipe compte deux Suissesses et un Italien, ainsi que 30 employés tadjiks et russes. La ville a bien changé en deux ans. De nombreuses maisons vieillissantes de l'époque stalinienne ont été rasées et remplacées par des bâtiments modernes. J'espère vivement que le jardin botanique – je

lesquels des ressortissants suisses. L'attentat, revendiqué par l'État islamique, est le premier à l'encontre d'étrangers en Asie centrale. Pour moi personnellement, il s'agit du jour le plus noir de l'histoire des relations entre la Suisse et le Tadjikistan depuis près de 26 ans.

J'essaie de me rendre au moins une fois par mois sur le terrain. Le voyage vers le Pamir, célèbre pour ses sommets de plus de 7000 mètres, est très long. Il dure une douzaine d'heures à travers des routes cahoteuses. Le contact avec les personnes qui mettent en œuvre nos projets ainsi que les échanges avec les représentants des autorités locales sont très importants pour moi. J'apprends davantage sur le pays et ses dynamiques sociales dans ces moments-là que lors des réunions à Douchanbé. J'ai récemment visité un village du district d'Asht, dans le nord du pays, peuplé presque uniquement de femmes et d'enfants. La plupart des hommes sont partis travailler en Russie et soutiennent financièrement leurs familles restées au pays.

L'an dernier, j'ai marché jusqu'au lac Sarez, long de 75 kilomètres et situé à 3200 mètres d'altitude. Celui-ci a été formé voici plus d'un siècle par un puissant tremblement de terre. Le Seco finance une station de surveillance sur le barrage, qui emploie cinq hommes s'y relayant 24 heures sur 24. Tout mouvement dangereux du barrage est observé et immédiatement signalé aux villages en aval et à Douchanbé.

En hiver également, malgré les conditions climatiques extrêmes et les loups, les employés assument la marche d'observation de quelque 25 kilomètres. Leur travail est important: une rupture du barrage serait une catastrophe pour les

habitants des villages situés en aval. Les entreprises suisses qui ont collaboré à la construction du système de surveillance sont toujours en contact avec leurs partenaires tadjiks. J'ai été impressionnée par le travail de ces hommes et la durabilité du projet – sans parler des beautés naturelles de la région. ■

ACCENT SUR LE CLIMAT ET L'EAU

Juste après la déclaration d'indépendance en 1992, une guerre civile sanglante a éclaté au Tadjikistan. Depuis 1993, la Suisse apporte une aide humanitaire à la population civile. Un Bureau de coordination, qui met en œuvre les programmes de la DDC et du Seco, a ouvert à Douchanbé cinq ans plus tard. La stratégie de coopération actuelle couvre les domaines de la santé et de l'État de droit, ainsi que le développement économique et la thématique «eau, infrastructures et changement climatique». Plus de la moitié des 91,5 millions de francs prévus au budget pour la période 2017-2021 sont investis dans ce dernier secteur. Glissements de terrain, coulées de boue ou débordements des lacs glaciaires se révèlent de plus en plus fréquents en raison du réchauffement climatique. Ces catastrophes naturelles sont également causées par l'activité humaine. Il arrive que des érosions surviennent, dues au surpâturage ou à la déforestation. Les ressources hydriques constituent une question centrale dans toute l'Asie centrale. La Suisse soutient l'accès de la population à l'eau potable et aux services d'assainissement ainsi que le dialogue politique pour favoriser une gestion frontalière de l'eau dans le cadre de l'initiative «Blue Peace».



m'y promène régulièrement – situé près de notre bureau ne soit pas victime, lui aussi, de la modernisation. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la population du Tadjikistan a doublé pour atteindre quelque neuf millions d'habitants. L'exode rural est très marqué, entraînant une crise du logement et des infrastructures.

En l'absence d'ambassade de Suisse au Tadjikistan, j'assume de nombreuses tâches de représentation. Une part importante de mon travail consiste à entretenir des contacts avec les partenaires locaux et internationaux. Nous avons pu constater l'importance de notre réseau après l'attaque d'un groupe de cyclistes le 29 juillet 2018. Quatre cyclotouristes ont été tués et une personne blessée, parmi

Voix du ... Tadjikistan

L'ÉLÉPHANT

Nous sommes dans les années 1990: la guerre civile fait rage au Tadjikistan. Deux hélicoptères survolent notre maison. Deux kilomètres plus loin, ils s'arrêtent en plein vol: le vacarme de leurs mitrailleuses évoque en moi le son des tambours qui accompagne le condamné à l'échafaud.

Au journal télévisé du soir, le directeur du zoo parle du couple d'éléphants que son parc abritait encore récemment. La femelle est morte de faim et son compagnon a perdu la vie peu avant la crise, à Douchanbé. Comme il se doit pour un



AMIR ISAEV, 53 ans, est artiste, designer graphiste et photographe. Il travaille actuellement pour l'International News Agency. Il conçoit et illustre des livres, des affiches et des brochures. Amir Isaev publie également ses propres ouvrages photographiques sur le Tadjikistan, le père de la littérature persane Rudaki (858-941) ou encore le mathématicien, astronome et poète Omar Khayyâm (1048-1131) par exemple. Il a été récompensé pour son travail par le président et le ministère de la Culture du Tadjikistan notamment.

éléphant mâle, il possédait d'énormes défenses. Les enfants adoraient voir les éléphants. Nous leur avons rendu visite au zoo et les avions nourris avec des fruits: ils les ramassaient avec leur trompe et les portaient adroitement à leur bouche. Quel magnifique spectacle! Les vétérinaires ont établi plus tard que les vols à basse altitude des hélicoptères ont effrayé l'éléphant, à tel point qu'il a succombé à une crise cardiaque.

Cette nuit-là, je ne parviens pas à trouver le sommeil. Je pense à une émission télévisée sur la Seconde Guerre mondiale, commentant le siège de Leningrad. Un éléphant est mort au zoo de Leningrad. Il est devenu le symbole de l'époque, expliquait le présentateur. Bizarre, cette coïncidence. La majeure partie des personnes évacuées vers le Tadjikistan durant la guerre venaient justement de Leningrad. Douchanbé partage-t-elle désormais le sort de la Venise du Nord?

L'idée qu'un animal aussi imposant qu'un éléphant puisse être terrorisé m'empêche de dormir. Dans mes représentations, les éléphants sont de «l'artillerie lourde». Les hommes les ont utilisés dans des batailles épiques, comme Hannibal ou comme Bahram Chubin du Shâh Nâme, le Livre des Rois d'Iran. Aujourd'hui encore, les habitants des jungles indiennes montent les éléphants pour se protéger des tigres. En Afrique, les lions évitent de se trouver sur le chemin d'un éléphant. Notre pachyderme était-il devenu craintif en captivité? Était-ce la première fois qu'il voyait ce monstre, une énorme et assourdissante libellule de fer? Je l'ignore.

Quelque temps plus tard, alors que j'avais oublié l'incident depuis longtemps, je me rends au Salon international du livre à Moscou pour concevoir le pavillon d'exposition du Tadjikistan. Pendant mon temps libre, je pars explorer la ville, muni

de mon appareil photo, un Zenit (les appareils numériques n'existaient pas encore à l'époque). La météo est clémente. J'apprécie l'atmosphère agréable des rues animées de la métropole. Perdu dans mes pensées, je me faufile entre deux hauts bâtiments, absorbé dans mon travail de photographe. Soudain, j'entends un bruit familier: celui du rotor d'un hélicoptère. Il devient de plus en plus fort. Protégeant ma tête avec mes mains, je cours me cacher sous le porche du bâtiment le plus proche. J'ai honte. Je réalise qu'aucun autre piéton de la foule n'a réagi de la sorte.

« L'IDÉE QU'UN ANIMAL AUSSI IMPOSANT QU'UN ÉLÉPHANT PUISSE ÊTRE TERRORISÉ M'EMPÊCHE DE DORMIR. »

En visite chez un ami moscovite le soir-même, je lui raconte ma mésaventure. Il sourit et m'explique que la police de la ville a introduit depuis peu des patrouilles volantes. C'est alors que me revient en mémoire l'éléphant du zoo de Douchanbé. ■



L'URGENCE D'AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES RÉFUGIÉS ROHINGYA

Dans les camps de réfugiés de Cox's Bazar, à la frontière entre le Bangladesh et la Birmanie, les familles Rohingya vivent dans des conditions extrêmement difficiles, avec un accès limité aux services de base. L'un des problèmes les plus critiques est l'eau potable.

Texte: Zélie Schaller

Près de 730 000 Rohingya, minorité musulmane victime de fortes discriminations en Birmanie, ont pris la route de l'exil depuis août 2017 vers le sud du Bangladesh voisin. Épuisés, malades et affamés par de longs jours de marche, ils se sont entassés sous des bâches dans le plus grand complexe de camps de réfugiés du monde, à Cox's Bazar. Cet afflux précipité a mis à rude épreuve ce district, l'un des plus vulnérables du pays. Plus de 920 000 Rohingya y vivent actuellement.

De nombreux défis se posent. L'un des plus problématiques: l'accès à l'eau potable qui, dans la région, est restreint au point que certaines personnes sont contraintes de s'approvisionner dans les rizières. Ces conditions peuvent entraîner de graves répercussions sur l'hygiène personnelle et contribuer à des taux éle-

vés de malnutrition. Les installations sanitaires sont, de surcroît, insuffisantes et de piètre qualité. Sans assainissement immédiat, les risques d'épidémie s'avèrent élevés. Choléra et diarrhée aqueuse aiguë sont des maladies endémiques au Bangladesh. Vu la densité de la population, toute épidémie peut affecter des milliers de personnes.

Pompes, puits et latrines

Pour remédier à la situation, la DDC finance un projet de l'ONG Solidarités International (SI). Des experts ont foré des puits tubulaires profonds, installé des pompes manuelles et réhabilité une dizaine de points d'eau dans les camps comme au sein des communautés hôtes dans la région de Teknaf. Afin d'éviter la défécation à ciel ouvert, et par là même les maladies diarrhéiques, des latrines d'urgence surélevées ou à fosse ont été mises en place.

De nombreuses personnes utilisent les mêmes toilettes. Les boues accumulées nécessitent un important travail de vidange. Ce sont des réfugiés qui s'y attellent. «En échange de leur participation, ils reçoivent une rémunération», précise Capucine Peignier, responsable de la communication de SI au Bangladesh.

Toujours dans un souci d'améliorer les conditions d'hygiène des réfugiés, du savon et du produit de lessive sont distribués dans un seau. Hommes, femmes et enfants prennent part à des ateliers de sensibilisation au lavage des mains. Des marionnettes transmettent aux plus petits les bonnes pratiques. «Considérées comme ennuyeuses et difficiles à appliquer, celles-ci deviennent plus vivantes et intéressantes grâce aux histoires contées par les marionnettes», relève

AIDE AUX VICTIMES EN BIRMANIE

Depuis la recrudescence des violences en août 2017, la DDC a porté son assistance humanitaire à 20 millions de francs. Outre son aide d'urgence dans les domaines de l'eau, de l'alimentation et de l'assainissement, elle a également fourni du matériel de diagnostic et des équipements pour accroître les capacités d'accueil de deux hôpitaux dans le district de Cox's Bazar. Trois experts du Corps suisse d'aide humanitaire soutiennent les agences onusiennes dans la région. De l'autre côté de la frontière, la coopération suisse poursuit son action en faveur des personnes affectées par le conflit dans l'État de Rakhine en Birmanie, malgré un accès restreint.

Plus de 920 000 Rohingya vivent actuellement à Cox's Bazar, le plus grand complexe de camps de réfugiés du monde. L'accès à l'eau potable étant restreint dans la région, certaines personnes sont contraintes de s'approvisionner dans les rizières.

© Roger Lemoyne/Redux/laif



Pour améliorer les conditions d'hygiène dans les camps, du savon et de la lessive sont distribués. Les réfugiés prennent part à des ateliers de sensibilisation au lavage des mains.

© DDC

que des sous-vêtements. Elles participent à des sessions autour de la menstruation, véhiculant le message suivant: «Les règles ne rendent pas une femme <sale>», souligne Mariangela D'Adamo.

Potagers en sacs

Le projet ne porte pas seulement sur l'hygiène. Pour diversifier l'alimentation des familles vulnérables et leur permettre de réaliser des économies, celles-ci apprennent à cultiver un jardin. Conseils techniques, outils et semences leur sont dispensés. Aux ménages ne disposant pas de terrain, des sacs de plantation en jute sont fournis afin de réaliser un potager vertical qui nécessite peu d'espace.

Les légumes à feuilles, tels que le chou frisé et la moutarde, sont privilégiés. Ils permettent plusieurs récoltes à des moments différents à partir d'une même plante, ce qui n'est pas le cas des légumes racines (carottes, betteraves, etc.) et des bulbes (oignons, échalotes). Les légumes-tubercules et ceux possédant de longues racines ne sont pas adaptés au jardinage en sacs: ils ont besoin d'une profondeur de sol importante pour se développer correctement.

S'il permet de varier les repas, le jardinage présente également des avantages sociaux et environnementaux. Les bénéficiaires renforcent leur estime de soi par cette pratique et renouent avec leurs origines rurales. Lors des sessions de formation, des liens entre les participants sont créés: ces derniers peuvent partager conseils et recettes. La présence de plantes améliore, de plus, l'environnement et le bien-être des réfugiés. ■

Mariangela D'Adamo, consultante en promotion de l'hygiène.

«Les marionnettes peuvent <exagérer> des réactions, par exemple le dégoût lié à la défécation en plein air, et les enfants s'en souviendront plus facilement», poursuit Mariangela D'Adamo. Elles peuvent, de plus, se couvrir de honte, tout en évitant de heurter quiconque: «Une figurine peut représenter le <garçon qui n'est pas propre> ou la <fille qui ne se lave pas les mains> sans que personne ne soit publiquement traité de <sale>.»

Les marionnettes favorisent aussi la participation de enfants les plus timides. «Si ces derniers ne souhaitent pas s'exprimer devant les autres membres du groupe ou répondre aux questions, ils vont probablement <parler> avec la marionnette, comme si c'était un être vivant», ajoute Mariangela D'Adamo.

De leur côté, les adultes apprennent à purifier l'eau «au moyen de tablettes tuant les bactéries», indique Kim Müller, membre du Corps suisse d'aide humanitaire qui a édicté des lignes directrices pour animer les réunions. Ces tablettes ne sont aujourd'hui plus utilisées à grande échelle, mais conservées en cas de cyclone.

Les femmes et les jeunes filles reçoivent des serviettes hygiéniques lavables ainsi

L'ENFER DES RÈGLES

La menstruation reste entourée de tabous et fait l'objet de stigmatisation. Dans la culture Rohingya, les filles et les femmes n'ont pas le droit de sortir ou d'être en contact avec les hommes pendant leurs règles. Souvent considérées comme «sales» ou «impures», elles doivent faire face à des situations d'isolement forcé ou de mobilité réduite. Elles peuvent être exclues de la participation aux activités sociales quotidiennes et soumises à des restrictions alimentaires. Les réfugiées peinent, de plus, à gérer leurs règles en privé et dans la dignité. Protections hygiéniques, vêtements de rechange, eau pour se laver et éviter les infections, médicaments antidouleurs, espaces sécurisés et intimes sont limités dans les camps. Seule la moitié des femmes considèrent que leurs besoins en matière d'hygiène menstruelle sont satisfaits.

RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR DIMINUER LES INÉGALITÉS

Par sa contribution à l'Union européenne élargie, la Suisse soutient des projets visant à atténuer les disparités économiques et sociales en Europe de l'Est. Elle encourage les acteurs non gouvernementaux à dialoguer avec les autorités. Les objectifs? Améliorer les services et adapter les politiques publiques aux défis à venir.

Texte: Zélie Schaller

DES TRAITEMENTS ORTHOPÉDIQUES ADAPTÉS AUX ENFANTS

La Suisse a mis en place à Stara Zagora, en Bulgarie, un atelier orthopédique. Née d'un partenariat entre la Swissclinical Foundation et la Stara Zagora Foundation, cette institution fournit des services adaptés aux enfants en situation de handicap dans le pays entier. Ces services sont basés sur une approche dite non invasive. Des spécialistes helvétiques ont formé leurs homologues bulgares aux meilleures thérapies selon les normes européennes. Ils leur ont appris également à fabriquer des appareils orthopédiques de qualité. Des orthopédistes et des techniciens ont pu se perfectionner en Suisse, avant de créer un centre de formation au sein de l'atelier bulgare. Objectifs: développer l'autonomie locale et contribuer à un avenir meilleur pour des centaines d'enfants dans le besoin.

Les employés de la fondation Motivation Romania, qui fonctionne comme une entreprise sociale, fabriquent des chaises roulantes destinées au marché libre.

© DDC

«Je vivais dans un lieu fermé, un centre de placement où nous ne connaissions que les jurons et les coups.» Ionut a 18 ans. Le jeune Roumain a fréquenté de nombreux foyers d'accueil. Sa mère l'a abandonné alors qu'il était bébé et son père est décédé lorsqu'il avait 14 ans. Pour un jeune homme qui a vécu son enfance en institution, le contact avec la vie réelle peut se révéler très difficile.

L'ONG roumaine Concordia, soutenue par la DDC, offre à des jeunes défavorisés une formation agricole basée sur des activités pratiques et des ateliers avec des professionnels. Cette dernière comprend trois volets: le maraîchage, l'arboriculture fruitière et l'aménagement paysager. Elle constitue un premier pas important vers une vie indépendante.



Psychologues, conseillers scolaires et enseignants accompagnent chaque élève. « Tout stagiaire doit respecter un plan personnalisé qui fait l'objet d'un suivi constant. C'est un long chemin, rempli de nombreux défis, mais également de satisfactions », relève Ramona Nastasache Vasiloaie, coordonnatrice des programmes éducatifs de Concordia.

L'organisation a déjà préparé des centaines de jeunes défavorisés aux métiers d'agriculteur, de serveur, de cuisinier, de boulanger ou de charpentier. Tous sont désormais autonomes. Ionut souhaite gagner sa vie en tant qu'horticulteur et, un jour, devenir père.

Améliorer l'emploi et les services sociaux

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la contribution suisse en faveur des treize derniers États ayant adhéré à l'Union européenne depuis 2004. Il vise à consolider les institutions de la société civile en Europe de l'Est comme acteurs nécessaires de la cohésion sociale et territoriale. « Nous appuyons les ONG afin qu'elles améliorent la qualité de leurs services, accordent plus d'importance au développement de la démocratie participative et créent des relations de coopération avec les autorités, fondées sur la critique constructive et une volonté de stabilité », indique Roland Python, responsable des programmes de la DDC en Roumanie et en Bulgarie.

La Suisse soutient ainsi des activités liées à l'éducation civique, à la participation aux politiques publiques, à l'emploi, ainsi qu'à l'environnement et au développement durable notamment. Pas moins de 94 projets – 60 dans le secteur social et 34 dans l'environnement – sont déployés en Roumanie. Plus de 260 000 personnes en bénéficient. Parmi elles, Radu, qui travaille avec la fondation Motivation Romania. Celle-ci promeut l'inclusion sociale, scolaire et professionnelle des personnes en situation de handicap.

Le quadragénaire s'est cassé la colonne vertébrale à l'âge de 18 ans. Après trois ans de rééducation, il peut à nouveau bouger les bras, mais passera le reste de sa vie en fauteuil roulant. À côté de son activité de psychothérapeute, il apprend aux personnes vivant une situation identique à la sienne à devenir autonomes, car « la vie continue après un accident ou une maladie ». Un partenariat avec la Suisse lui a permis d'acquérir les bonnes pratiques. La fondation Recherche suisse pour paraplégiques a partagé ses expériences avec de nombreux thérapeutes, médecins, travailleurs sociaux, professeurs d'université et étudiants à travers toute la Roumanie. Ceux-ci ont ainsi appris à appréhender les personnes en situation de handicap en fonction de leurs besoins propres.

Motivation Romania a ainsi introduit, dans le pays, la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé recommandée par l'Organisation mondiale de la santé. Cette approche aborde le handicap comme une interaction entre les potentialités d'un individu et son environnement. Les patients ne sont plus considérés comme un groupe de personnes malades et incompetentes. Ils sont examinés d'un point de vue individuel et bénéficient d'un soutien adapté à leurs capacités pour pouvoir retrouver un emploi.

Vie autonome

Le handicap d'une personne est davantage lié à l'environnement dans lequel elle évolue qu'à son état de santé, explique Cristian Ispas, directeur de Motivation Romania. Si le milieu est adapté, la personne en situation de handicap peut travailler, poursuit-il. La fondation, qui fonctionne comme une entreprise sociale, livre, chaque année, quelque 2000 chaises roulantes fabriquées par ses propres employés. Elle apprend, ensuite, aux patients à mener une vie autonome avec ce moyen de transport. Si le système de santé roumain avait tendance à exclure les personnes en fauteuil roulant de la société, le partenariat roumano-

suisse contribue à changer les mentalités.

La DDC renforce également le secteur non gouvernemental en Bulgarie. Elle soutient 27 organisations dans le domaine social et 23 dans l'environnement. Des événements de rue et des campagnes ont permis de sensibiliser la population à l'importance de la protection de la nature. Dans les petites villes et les villages défavorisés, les ONG ont amélioré, avec l'appui de la Suisse, la qualité de leurs services, tout en les étoffant. Elles ont notamment promu la tolérance et une communication positive à l'école, apporté une aide aux enfants qui ont des troubles mentaux et favorisé l'application d'une justice adaptée aux jeunes, victimes ou témoins d'actes criminels. ■

UNE MEILLEURE GESTION DES PÂTURAGES ET DE L'EAU

La DDC a permis la reconnaissance des Carpates du Sud-Ouest comme première zone de nature sauvage d'Europe. Elle a conseillé les autorités dans la mise en œuvre de la législation européenne et sensibilisé les principaux acteurs à une meilleure préservation de la région. Pour améliorer les conditions de production du fromage et par là même intégrer les activités traditionnelles dans le système économique moderne, elle a formé plus de 600 éleveurs à une meilleure gestion des pâturages et construit des bergeries sur six alpages. Des plans de rotation des pâturages ont également été instaurés et les systèmes de gestion des eaux renouvelés.



DU CHARBON DE MEILLEURE QUALITÉ POUR LES FAMILLES

En Tanzanie, 96 % de la population cuisine avec du bois ou du charbon. L'appétit pour ces combustibles végétaux conduit à la déforestation et à une désertification étendue.

Un projet de la DDC modifie le secteur du charbon via un modèle de gestion qui doit être mis en œuvre au niveau national.

Texte : Luca Beti

De la fumée plane au-dessus du village tanzanien d'Ulaya Mbuyuni, dans la région de Morogoro. On entend, de la forêt voisine de Miombo, le rythme sourd

des haches portés contre les troncs. Les charbonniers sont à l'œuvre depuis l'aube. Certains contrôlent le processus de carbonisation; d'autres préparent les meules suivantes.

Tanzanie. Généralement pauvres et peu organisés, ils vivent en marge de la société. Leur tâche consiste à satisfaire la demande croissante en charbon, qui provient essentiellement des zones urbaines. Léger, facile à transporter et à stocker, peu coûteux, ce carburant est utilisé par plus de 70 % de la population à Dar-es-Salam. Les dommages environnementaux qui en résultent à travers le pays sont alarmants: d'immenses zones forestières sont déboisées, entraînant

L'empilage du bois de manière professionnelle améliore la carbonisation et rend la transformation en charbon plus efficace: à quantité égale de bois, on obtient plus de charbon avec moins d'émissions de CO₂.

© TFCC

Déforestation

Les charbonniers sont des travailleurs occasionnels. Quelque 100 000 hommes et femmes exercent cette profession en

l'érosion des sols, la désertification et la destruction du milieu naturel.

Bien que le charbon de bois soit la plus importante ressource énergétique pour 96 % de la population tanzanienne, le gouvernement n'a pas encore pris les mesures nécessaires pour mieux régler la production et le commerce dans ce secteur essentiellement informel. Lorsqu'il est question d'encourager les sources d'énergie renouvelables telles que l'éolien, le solaire ou le gaz naturel, rares sont les promesses des autorités suivies par des actes. «Un tel tournant énergétique ne se réalise pas du jour au lendemain, mais peut prendre des décennies, souligne Patrick Sieber, responsable du programme global Changement Climatique et Environnement de la DDC. Il est nécessaire de s'engager dans la gestion durable des ressources naturelles telles que le bois comme source d'énergie.» La DDC a donc lancé en 2012 un projet destiné à transformer le secteur tanzanien du charbon de bois.

Meilleurs revenus

Ce projet, mis en œuvre par l'ONG Tanzania Forest Conservation Group en collaboration avec deux autres organisations nationales, a déjà débuté dans huit villages du district de Kilosa. Il se poursuivra dans 22 autres localités des districts de Morogoro Rural et de Mvomero. Les communautés, avec une population totale de quelque 80 000 personnes, apprennent à exploiter durablement la forêt, les terres cultivables et les sols. Il s'agit d'importantes mesures d'adaptation au changement climatique. «Les villages ont divisé la forêt communautaire en zones de protection et de production», explique Ueli Mauderli, qui a assuré le suivi du projet en Tanzanie jusqu'en 2016. La part de forêt exploitée, destinée à la production de bois de chauffage et de charbon de bois, a été divisée en 24 unités. Une fois son bois utilisé par les charbonniers, une unité a besoin de vingt-trois ans pour se régénérer. Selon le suivi par satellite réalisé entre 2016 et 2017, le taux annuel de défo-

restation des forêts villageoises s'est déjà réduit de 41 % par rapport à 2014.

L'empilage du bois de manière professionnelle améliore la carbonisation et rend la transformation en charbon plus efficace: à quantité égale de bois, on obtient plus de charbon avec moins d'émissions de CO₂. Les communautés obtiennent ainsi des rendements plus élevés. Au cours de la première phase du projet, 678 producteurs ont déjà gagné environ 350 dollars supplémentaires par an. «Grâce à cette hausse de revenu, j'ai pu rénover ma maison et payer les frais de scolarité de mes enfants», se réjouit Salima Mohamed Makambale, 40 ans, qui habite à Ulaya Mbuyuni.

Un projet exemplaire

Les recettes fiscales générées par le commerce et la certification du charbon de bois permettent à chacune des huit communes du district de Kilosa d'investir chaque année 27 000 dollars en moyenne dans la construction de centres de santé, d'écoles, de points d'eau ou de centrales solaires. «Le projet ne se limite pas à la lutte contre la déforestation et le changement climatique, mais crée également des revenus et des emplois. Il donne aussi la possibilité aux participants de contribuer activement aux processus décisionnels locaux. De nombreuses femmes siègent dans d'importants comités et y jouent un rôle influent», relève Mary-Luce Fiaux Nianda, responsable des programmes de la DDC en Tanzanie.

Ce modèle d'exploitation forestière doit, à présent, être mis en œuvre au niveau national. Des données scientifiques ainsi que les autorités locales et régionales doivent convaincre le gouvernement de Dar-es-Salam. Le Réseau mondial de facilitation du financement des forêts de l'ONU, dont les experts aident les pays dans leur recherche de sources de financement – auprès du Fonds pour l'environnement mondial ou du Fonds vert pour le climat – sera également inclus à l'avenir. La Suisse soutient et encourage

la coopération entre les institutions et les initiatives régionales, nationales et mondiales. Il incombe, toutefois, à la Tanzanie elle-même de décider de l'avenir de ses forêts. ■

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES FOURS

L'accès à des énergies bon marché, à la fois fiables, durables et modernes, figure parmi les dix-sept Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2,4 milliards de personnes dans le monde, soit un tiers de la population mondiale, cuisinent avec du bois et du charbon. D'après cette étude, la demande en charbon continuera à croître, surtout en Afrique, faute d'autres solutions. Pour éviter la déforestation et réduire les émissions de gaz à effet de serre, la FAO appelle au développement d'une production durable et à une amélioration de l'efficacité énergétique, non seulement dans le processus de carbonisation, mais aussi en ce qui concerne les cuisinières et les fours. Plus de 2,3 millions de tonnes de charbon ont été produites en 2015 en Tanzanie pour répondre à la demande de 45 millions d'habitants.

DDC INTERNE

PRIX NOBEL POUR UN PARTENAIRE DE LA DDC

(cz) Le Prix Nobel de la paix a été décerné à Denis Mukwege en octobre 2018. Ce Congolais dirige à Bukavu (Sud-Kivu) l'hôpital de Panzi, soutenu par la Suisse. Chirurgien, Denis Mukwege milite contre la violence envers les femmes. Le jury du Prix Nobel voit en lui un symbole de la lutte contre l'utilisation des violences sexuelles comme arme de guerre. De 2011 à 2014, l'hôpital de Panzi a reçu un appui financier de la DDC pour améliorer ses infrastructures en matière de diagnostic. Depuis 2011, la coopération suisse met en œuvre, dans la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Congo/RDC), un programme de prise en charge psychosociale pour lutter contre la violence sexuelle et améliorer le statut des femmes dans la région. Les cas les plus graves sont transférés vers des centres de soin dans les trois pays, dont l'hôpital de Panzi de Denis Mukwege. Cet établissement a accueilli plus de 40 000 patientes au cours des quinze dernières années.

BASE DE DONNÉES POUR UNE GESTION COMMUNE DE L'OR BLEU

(srw) La coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau est capitale dans l'optique d'un développement durable. De manière directe ou indirecte, elle peut avoir un impact positif sur le commerce international, la navigation, la production d'énergie, la protection de la nature, l'essor économique et l'intégration régionale. Elle est aussi un facteur décisif pour la paix, la sécurité et la prospérité commune. C'est pourquoi la DDC encourage la création d'un indice « Blue Peace ». Lequel permet de mesurer le degré de coopération de bassins versants et de pays dans la gestion des ressources hydriques communes. Il doit également

ouvrir la voie à des formes d'investissements durables pour la coopération dans le secteur de l'eau, financés par des fonds publics ou privés.

Durée du projet: 2018–2023

Volume: 850 000 CHF

UKRAINE: UN CONVOI HUMANITAIRE CHARGÉ DE MATÉRIEL MÉDICAL

(ung) En novembre dernier, la DDC a mené à bien une neuvième série de transports humanitaires dans l'est de l'Ukraine. Des experts du Corps suisse d'aide humanitaire ont acheminé jusqu'aux usines hydrauliques de Donetsk dix-sept appareils supplémentaires permettant de produire de l'hypochlorite de sodium par électrolyse. Grâce aux 92 appareils suisses livrés jusqu'ici, de l'eau potable pour quelque 400 000 personnes de part et d'autre de la « ligne de contact » pourra être produite, sans injecter de chlore actif dans l'eau. Pour sa part, le centre antituberculeux de Louhansk a reçu du matériel médical et des tests de dépistage de la tuberculose pour six mois supplémentaires.

Durée du projet: 2018–2019

Volume: 250 000 CHF

MACÉDOINE: RÉFORME DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

(hel) Depuis le scandale des écoutes illégales en 2015 et la crise politique qui s'est ensuivie, la réforme des services de renseignements macédoniens n'en est que plus urgente. Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, basé à Genève, a proposé conseils et soutien au gouvernement macédonien dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. Cette modernisation sera une étape importante vers l'intégration euro-atlantique du pays. Soutenu

par de nombreux bailleurs de fonds, le programme entend renforcer le Parlement et la justice en général. À l'avenir, les services de renseignements seront soumis à une surveillance plus étroite et devront rendre des comptes pour empêcher toute violation des droits humains au cours de leurs activités. À cet effet, la Macédoine devra adapter les bases légales en vigueur. Les attributions, en matière de surveillance et de contrôle, des commissions parlementaires concernées et de la justice seront renforcées.

Durée du projet: 2018–2020

Volume: 500 000 CHF

BANGLADESH: RÉINTÉGRER LES VICTIMES DE L'ESCLAVAGE MODERNE DANS LA SOCIÉTÉ

(zs) Des milliers de personnes sont victimes, chaque année, de la traite humaine au Bangladesh. Ces femmes et ces hommes, astreints à des travaux forcés dans le secteur privé (travail domestique, construction, agriculture) ou exploités sexuellement, se voient privés de leur dignité et de leur liberté. Avec ses partenaires locaux, la DDC les sensibilise aux dangers de la migration clandestine et les aide à se réinsérer dans la communauté. Un soutien psychosocial et juridique leur est apporté. Des formations à l'entrepreneuriat leur sont également dispensées. La coopération suisse renforce, de plus, les capacités des services publics et privés (travailleurs sociaux, institutions, avocats) pour prévenir le phénomène et mieux accompagner les victimes. Favoriser la stabilité sociale et économique au Bangladesh contribue à la paix ainsi qu'à la sécurité en Asie du Sud, une région extrêmement peuplée.

Durée du projet: 2018–2022

Budget: 6,09 millions CHF



LES MILLIARDS CHINOIS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Partout dans le monde, Chine investit des milliards de dollars dans des projets d'infrastructure. Elle renforce également son engagement multilatéral dans le cadre des Nations Unies et sa participation à des missions de paix. Intérêt propre ou nouvelle forme de coopération au développement d'une efficacité redoutable ?

Texte : Samuel Schlaefli

Représentatif du nouveau statut géopolitique de la Chine, le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) a rassemblé à Pékin, en septembre 2018, les chefs d'État de plus de 40 pays africains ainsi que des milliers d'entrepreneurs. António Guterres lui-même était présent. Le Secrétaire général de l'ONU a prononcé le discours d'ouverture – une première. Lors de la clôture de l'événement, le président chinois Xi Jinping a annoncé que la Chine investirait 60 milliards de dollars en Afrique ces prochaines années, suscitant les ovations des invités africains.

Depuis quelques années, l'essor rapide de la Chine, devenue deuxième puissance économique, se manifeste aussi dans la coopération au développement internationale. Une évolution particulièrement manifeste en Afrique. « Le premier FCSA, en l'an 2000, a marqué une sorte de tournant », commente Ruedi Kùng, correspondant de la Schweizer Radio und

Fernsehen sur ce continent jusqu'en 2010 et responsable de l'agence infoafrica. « Tout à coup, les gouvernements recevaient des milliards, sans conditions politiques ni morales à remplir. » Et le journaliste de poursuivre : « Ce que la Chine a accompli depuis sur ce continent est inouï. Les projets se sont succédé et, en peu de temps, elle a réalisé plus que les Européens pendant des décennies. »

Voies ferrées, autoroutes, centrales hydroélectriques

Selon une base de données minutieusement tenue par l'Université Johns Hopkins à Baltimore (États-Unis), Pékin a accordé, entre 2000 et 2017, 143 milliards de dollars de prêts à des États africains. Selon les experts, un million de Chinois travaillent actuellement sur le continent. Investissements d'infrastructure et conditions commerciales avantageuses ont ouvert la voie à des chantiers titanesques. De nouvelles voies ferrées en Éthiopie et au Kenya, des autoroutes en Algérie, des zones économiques spéciales au Rwanda, une centrale hydroélectrique en Zambie : la Chine a été pratiquement impliquée dans tous les grands projets de ces dernières années.

Sa règle d'or : le respect de la souveraineté des États, dictatures comprises, comme dans le cas du Zimbabwe de Robert Mugabe. Selon Sabine Mokry du Mercator

Institute for China Studies (MERICS) à Berlin, la « coopération au développement » chinoise mobilise jusqu'à 33 acteurs étatiques différents : le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce sont de loin les plus puissants. La transparence des investissements est faible. La Chine ne se sent pas tenue de respecter les règles de l'OCDE et les chiffres ne sont pas communiqués officiellement. Difficile d'établir précisément où vont les fonds, constate Sabine Mokry.

La peur d'une « nouvelle colonisation »

L'implication accrue de la Chine sur le continent africain n'est pas vue d'un bon œil par tous. En 2011, dans une interview télévisée lors d'une visite en Zambie, Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, met l'Afrique en garde contre une « nouvelle colonisation ». Depuis, l'idée est abondamment relayée par les médias. Plus récemment, lors d'une visite d'État à Pékin en août 2018, le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a émis des réserves quant à l'influence chinoise dans le contexte asiatique.

Franklyn Lisk, professeur au Centre pour l'étude de la mondialisation et de la régionalisation de la prestigieuse Université de Warwick, au Royaume-Uni, a grandi en Sierra Leone. Il analyse, depuis

Longue de 659 kilomètres, la ligne ferroviaire reliant Addis-Abeba à Dischibouti a été inaugurée en 2017. Financée par trois banques chinoises, elle a coûté 3,3 milliards de dollars.

© Andrew Jacobs/NYT/Redux/laif

des années, l'engagement chinois en Afrique. En contact avec des politiciens et des chercheurs africains et chinois, il conteste cette idée de nouvelle colonisation: «Les investissements chinois sont motivés par une demande phénoménale de développement d'infrastructure.» D'après lui, savoir si ces investissements profiteront en définitive à la population locale dépend, en premier lieu, de la politique des pays africains concernés. Il réfute l'image récurrente d'États passifs, à la botte du dragon rouge. Les gouvernements éthiopien et rwandais en sont un exemple, créant des emplois et réduisant la pauvreté grâce à l'appui chinois. Quant aux «crédits trompeurs» qui précipiteraient les États africains dans le surendettement, comme l'affirmait l'ancien secrétaire d'État américain Rex Tillerson, Franklyn Lisk est formel: «Quelque 70% des dettes des États africains concernent des organisations multilatérales classiques comme l'OCDE. Seuls quatre États sur 55 ont contracté plus de dettes auprès de la Chine qu'auprès de créanciers occidentaux.»

L'engagement chinois ne se réduit pas au développement économique, prévient le chercheur: «La Chine investit aussi dans les systèmes de santé. Elle a joué un rôle important lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.» Par ailleurs, quelque 10 000 étudiants africains bénéficient actuellement de bourses chinoises: «Ils deviennent médecins, ingénieurs et sont nombreux à retourner au pays.» S'y ajoute une offensive diplomatique: «Pékin souhaite gagner en influence au sein d'organisations multilatérales telles que l'ONU ou le Fonds monétaire international.»

Des Casques bleus chinois en Afrique

La contribution de la Chine au budget onusien a grimpé de 67 millions de dollars en 2010 à 193 millions en 2018. Depuis 2010, Pékin participe au Programme des Nations Unies pour le développement et soutient des missions de paix dans dix pays, essentiellement en Afrique. En

2015, Xi Jinping a annoncé qu'il porterait à 8000 le nombre de personnes appartenant aux forces permanentes de maintien de la paix des Nations Unies. Fin septembre 2018, la Chine comptait 2500 Casques bleus (sur quelque 90 000), se plaçant au 11^e rang des pays comptant les plus gros effectifs. À l'ONU, elle comble habilement le vide laissé par les États-Unis sous le gouvernement actuel.

Les experts sont unanimes: parler d'une nouvelle «colonisation» est réducteur. Pour autant, la présence de la Chine, en Afrique en particulier, n'est pas sans poser problème. Ruedi Küng évoque les luttes d'influence sur les petits marchés et le racisme latent dont il a été témoin envers des Africains. Il mentionne aussi cette pratique chinoise qui consiste, contrat à l'appui, à faire main basse sur des infrastructures nationales en cas de non-remboursement des dettes, comme c'est arrivé au Sri Lanka avec le port de Hambantota. Leuphorie suscitée par les fonds chinois «d'aide au développement» est donc retombée ici ou là, comme en Sierra Leone, où le nouveau gouvernement a gelé le projet de construction d'un aéroport issu d'un accord entre la Chine et le gouvernement précédent pour un montant de 400 millions de dollars.

Selon Franklyn Lisk, les contrats chinois, souvent incompréhensibles pour les partenaires, pourraient constituer un risque dans la coopération sino-africaine. Une attention accrue devrait être portée à la durabilité et à la création d'emplois sur le long terme, avec une société civile associée aux débats. «Mais ce qui importe, c'est que les États africains prennent leurs responsabilités, affirme-t-il. Le choix d'utiliser les fonds pour un nouveau palais présidentiel ou un hôpital revient au gouvernement en place.» ■

LA CHINE, NOUVEAU PARTENAIRE DE LA DDC?

Grâce à l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA) créée en avril 2018, Pékin s'engage davantage dans des projets bilatéraux. Lors d'une première série d'appels d'offres, la CIDCA a mis deux milliards de dollars à disposition, essentiellement pour des projets multilatéraux, dans le cadre de la stratégie de coopération Sud-Sud chinoise. Felix Fellmann, directeur de la coopération internationale à l'Ambassade de Suisse à Pékin, estime que la majeure partie des fonds sera affectée à des projets de l'ONU. À moyen terme cependant, des opportunités devraient aussi s'offrir à la Suisse. La CIDCA a déjà manifesté à la DDC sa volonté de collaborer dans la gestion de projets ou des expériences propres aux pays africains. Selon Felix Fellmann, les projets trilatéraux avec l'ONU se prêteraient à une coopération, par exemple dans le domaine des maladies liées à l'eau dans la région du Mékong ou en faveur d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques en Afrique.

Carte blanche

LE RWANDA DOIT VISER LES FRUITS DU HAUT DE L'ARBRE

Le Rwanda a vécu l'une des plus terribles tragédies du 20^e siècle, au printemps 1994. Le pays des mille collines a été dévasté par un génocide qui a coûté la vie à un million de personnes, soit un septième de la population de l'époque. Il importe de ne pas oublier ce drame pour apprécier pleinement le chemin parcouru depuis. L'activité économique a progressé de façon spectaculaire ces dix dernières années. Selon les estimations de la Banque mondiale, le produit intérieur brut (PIB) par habitant a grimpé de 521,4 dollars en 2008 à 756,2 dollars l'an passé. Le Rwanda est ainsi l'un des États qui connaît la plus forte croissance économique du monde. Il se situe, de plus, au deuxième rang des pays d'Afrique subsaharienne disposant



ALICE NKULIYINKA vit à Kigali. Elle est responsable des programmes du Business Professionals Network, une fondation suisse active dans la promotion des PME dans les pays en développement. Avant de retourner au Rwanda, elle a travaillé en Suisse auprès d'établissements bancaires renommés. En tant que directrice de projet, gestionnaire de produit ou responsable d'équipe, elle a dirigé des équipes internationales à Zurich, à Londres et à New York notamment et piloté des projets à Hongkong et à Singapour. Alice Nkuliyinka est diplômée d'un Master ès Sciences en économie et informatique de l'Université de sciences appliquées de Worms (Allemagne) et d'un autre en gestion de l'information de l'Université de Constance (Allemagne).

d'un environnement économique favorable, juste derrière la République de Maurice. Au niveau mondial, il pointe au 41^e rang. Ces chiffres sont impressionnants, mais ne brossent pas un tableau complet de la situation.

« IL FAUT ÉCOUTER PLUS ATTENTIVEMENT L'AVIS DES ENTREPRENEURS RWANDAIS. »

Maintenir ce niveau de croissance constitue un défi peut-être plus difficile à relever que les chiffres ne le laissent penser. Le secteur privé se développe plus lentement que prévu. La contribution de l'industrie, comprenant les secteurs manufacturier, minier, hydrologique et électrique ainsi que la construction, ne représente plus que 16% du PIB. Ce pourcentage est faible et devra progresser pour que le « miracle rwandais » reste un miracle. La part de l'industrie et sa contribution à la croissance sont des indicateurs importants de la transformation économique d'un pays. Elles constituent aussi une condition préalable à un essor durable. De plus, l'évolution des services, une autre composante importante de l'économie, est similaire. L'apport du secteur privé s'avère relativement modeste.

Des entretiens sur le terrain avec des représentants d'entreprises locales permettent de comprendre ces disparités. Les entrepreneurs au Rwanda font face à de nombreux défis, à la fois pratiques et systémiques. Une nouvelle entreprise informatique peinera à trouver un programmeur compétent, alors qu'une

jeune chaîne de boulangeries aura des difficultés à se fournir localement en farine de qualité. Un producteur de vin de banane qui doit s'acquitter de diverses taxes devra, pour sa part, se battre pour demeurer concurrentiel dans un secteur essentiellement informel.

Au Rwanda, on a le sentiment que les fruits à portée de main ont été cueillis grâce à la mise en œuvre de politiques transparentes, au rétablissement de la sécurité et à la construction d'infrastructures fiables. Le temps est venu de viser les fruits moins faciles d'accès. Pour y parvenir, de nouvelles stratégies sont nécessaires. Il s'agit notamment d'écouter plus attentivement l'avis des entrepreneurs rwandais sur le sujet. Personne ne connaît aussi bien le terrain qu'eux. Les dirigeants rwandais ont fait preuve jusqu'ici d'un esprit visionnaire exceptionnel. C'est désormais le moment de recueillir l'avis de la base, des entrepreneurs grands et petits, pour créer un environnement économique dynamique qui permette au secteur privé de se développer. Se reposer sur ses lauriers n'est pas une option. ■



« PAS D'EXCUSES : FAIS-LE TOI-MÊME ! »

Nombreux sont aujourd'hui les musiciens à tirer habilement parti d'Internet et des réseaux sociaux pour produire leur musique eux-mêmes et la commercialiser. Cette pratique ouvre aussi de nouveaux horizons aux artistes du Sud. Le premier forum d'artistes « Do It Yourself » s'est tenu à Zurich, en octobre.

Texte : Samuel Schlaefli

En combinaison de travail grise et sandales, Robin Thirdfloor, rappeur sud-africain de 25 ans, monte ce samedi-là sur la scène du club Moods, au sein du complexe zurichois Schiffbau. Ses premiers mots : « Love, peace and unity ». La lumière violette des projecteurs fait parfois étinceler dans sa bouche une incisive en argent. Elle fait partie, avec les sandales, de sa marque de fabrique. Des basses profondes s'échappent des haut-parleurs, auxquelles se mêlent des raps entêtants en zoulou et en anglais. Il a vingt minutes pour convaincre public, agents, directeurs de labels et producteurs au Moods, mais aussi, grâce à Internet et au streaming en direct, dans le monde entier. C'est sur ce principe qu'a été bâti le premier forum « Show Me » pour artistes « Do It Yourself » (voir encadré p. 40). Ces derniers ne sont pas encore représentés par un manager ou par une agence. Ils composent eux-mêmes paroles et musique, tout en se chargeant des enregistrements, des spectacles et des relations avec les médias.

Prendre son destin en main

Simphiwe Nyawose, alias Robin Thirdfloor, est un interlocuteur vivant et un conteur né. Il a grandi à Umlazi, un

township de Durban, ville côtière d'Afrique du Sud. À 15 ans, il commence à faire du rap pour surmonter le traumatisme d'une enfance sans père. Enthousiaste, il évoque le mouvement « Bhotela Republic » par lequel il encourage de jeunes artistes dans la misère à prendre leur destin en main. « Arrête de chercher des excuses ! », répète-t-il. De nos jours, n'importe qui peut faire une vidéo avec son smartphone. Alors lance-toi, au lieu de te plaindre du manque d'argent ou de conditions difficiles ! »

Malgré sa situation sociale inconfortable, Simphiwe Nyawose étudie l'économie. Il vend ses compilations sur cassette dans les rues d'Umlazi pour rassembler de quoi faire une première vidéo. L'émergence d'Internet constitue un atout précieux et lui garantit une présence publique : « Je traînais sans cesse dans les cybercafés et connaissais la moindre borne wifi à Durban. » Il télécharge sur YouTube ses premières vidéos bricolées, sympathise avec des rappeurs et des fans via Facebook et Twitter, vend des chansons sur des plateformes artistiques comme « Bandcamp ». « C'était comme si les frontières tombaient brusquement, se souvient le rappeur. Tout à coup, les choses étaient aussi possibles, sans le sésame des labels, des magazines spécialisés et des agences. »

Aujourd'hui, Simphiwe Nyawose consacre au moins trois heures par jour aux ré-

seaux sociaux : il propose des collaborations à d'autres musiciens, à des festivals ou à des agents ou, comme pour son dernier album, fait participer ses fans à la réalisation de la pochette. Ce sont aussi les médias sociaux qui l'ont amené au Moods. « Quelqu'un m'avait posté le lien vers le forum Show Me sur Facebook. L'idée m'a plu et j'ai posé ma candidature. »

Frustrations

Blick Bassy fait aujourd'hui partie des artistes « Do It Yourself » établis. Il chante un blues inspiré par son pays, le Cameroun – la plupart du temps dans sa langue maternelle, le bassa – et donne des concerts dans le monde entier. « Si Internet avait été aussi populaire au Cameroun quand j'étais jeune, je n'aurais probablement jamais émigré à Paris », commente l'artiste de 44 ans, qui habite dans un petit village du nord de la France. De jeunes artistes hip-hop comme Jovi ou Salatiel ont apporté une tout autre dynamique au monde de la musique au Cameroun. « Avec des tutoriels en ligne, ils apprennent à produire des albums et à tourner des clips. Ils se lancent et diffusent leurs productions sur YouTube. Je trouve cela magnifique ! »

À l'époque, Blick Bassy a dû quitter son pays pour toucher un public international. Après dix ans de travail avec

Eliasse, révélation des Comores dans l'océan Indien.

© Lauren Pasche



Les sœurs Hié du Burkina Faso.

© Lauren Pasche

son groupe Macase et d'innombrables concerts sur le continent africain, il s'installe à Paris en 2005, autant par frustration face aux possibilités restreintes au Cameroun que par curiosité du monde. À Paris, ses premières expériences avec des labels européens sont mitigées. Internet lui permet de prendre pleinement sa carrière en main. Au fil des ans, la communauté de ses fans a atteint 30 000 abonnés sur Facebook et 7 000 sur Instagram et Twitter. Lui aussi consacre jusqu'à trois heures par jour à la communication avec ses admirateurs.

Projets en solo

Aujourd'hui, en Afrique, la plupart des jeunes possèdent un smartphone et disposent, du moins occasionnellement, d'un accès à Internet. Dans une large mesure, produire sa propre musique peut donc s'effectuer, en début de carrière, sans les canaux de distribution établis, indique Blick Bassy. «À long terme, si n'importe quel quidam peut fabriquer sa musique et ses vidéos, on doit se demander comment se distinguer de la masse en tant qu'artiste.» Savoir se présenter et raconter sa musique de manière captivante est donc indispensable: Blick Bassy en est convaincu. «Les fans

doivent savoir ce que tu incarnes.» Raison pour laquelle l'artiste a commencé à offrir des ateliers au travers desquels il aide de jeunes musiciens à définir leur profil.

La première édition du forum Show Me ne présente que deux Africains sur douze retenus. Le continent africain a une spécificité, explique Blick Bassy: les groupes formés de plusieurs artistes sont bien plus populaires que les projets en solo ou en duo privilégiés par le jury du forum. «Aujourd'hui, plus personne ou presque ne peut se permettre d'inviter un groupe de dix artistes pour un concert.» D'où son conseil: quiconque espère se produire dans le monde entier devrait mener en parallèle un projet en solo. Il existe un deuxième obstacle, sur lequel les artistes africains n'ont aucune influence: Ami Yéréwolo, jeune rappeuse malienne et deuxième musicienne africaine choisie par le jury, n'a pas obtenu de visa d'entrée en Suisse. Son concert a été annulé. ■

JETER DES PONTS

La première édition du forum Show Me a eu lieu en octobre 2018 au Moods, à Zurich. Les douze membres du jury, programmeurs de festivals du monde entier, avaient préalablement sélectionné, parmi les 300 candidatures, douze artistes en provenance d'Afrique, d'Europe et de Suisse pour de petits concerts, des débats et une production commune. Chaque membre du jury s'était engagé à réserver au moins une performance pour le festival et à partager le livestream des concerts sur ses propres plateformes. Show Me a été organisé par le musicien Blick Bassy et la journaliste Elisabeth Stoudmann, co-initiatrice du magazine *Vibrations* consacré aux musiques du monde, qui a cessé de paraître en 2013. Cette dernière souligne l'importance d'une telle rencontre: «Après les premiers succès, nombreux sont les artistes dont la carrière stagne parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans l'industrie de la musique. C'est justement là que notre forum doit intervenir pour créer de nouvelles passerelles.»



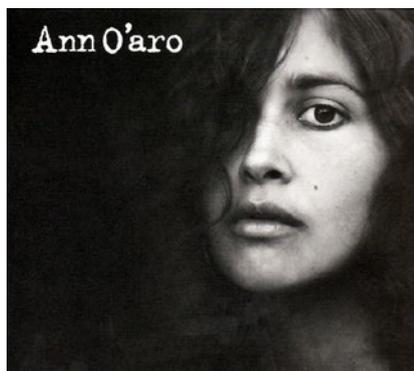
UN ATLAS GRAND FORMAT POUR COMPRENDRE LE MONDE

(zs) Comment se porte le monde aujourd'hui? Pourquoi des pays sont-ils plus peuplés que d'autres? Y a-t-il de l'eau potable partout? Comment peut-on protéger l'environnement? Où vont nos déchets? Les enfants, dès l'âge de dix ans, trouveront les réponses à ces questions dans les illustrations colorées et pleines d'humour qui émaillent cet atlas géant. Les jeunes lecteurs pourront s'exercer à la lecture des cartes, qui foisonnent de détails. Celles-ci aident à mieux comprendre les enjeux planétaires contemporains et les dangers qui menacent l'humanité. Elles apportent également de l'espoir, à travers la présentation d'initiatives positives.

Laure Flavigny, Jessie Magana, Séverine Assous (illustratrice), Aurélie Boissière (illustratrice), Atlas - Comment va le monde?, Actes Sud junior, Paris, 2018

MUSIQUE

INTIMITÉ ÉMOUVANTE



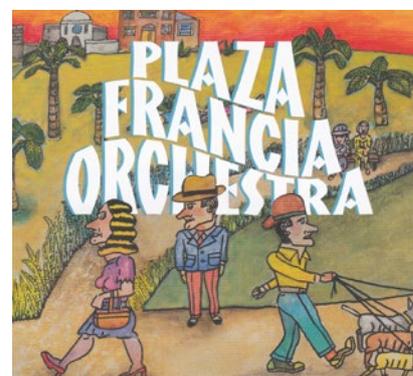
(er) La voix légère d'Ann O'aro semble s'envoler, solitaire. Pourtant, la chanteuse fait entrer toute son île, la Réunion, dans sa musique par les sons doux mais intenses et les rythmes touffus d'instruments comme la caïambe, le rouleur, le piccolo,

l'euphonium, la trompette, le sati ou le bobre. Ces derniers enveloppent de magiques mélodies maloya, genre musical réunionnais classé par l'Unesco au patrimoine culturel immatériel de l'humanité et hérité des pratiques musicales apportées sur l'île par les esclaves. Traitements inhumains, violence sexuelle, suicide et inceste sont les thèmes de l'excellent premier album d'Ann O'aro, dont la douce esthétique contraste avec la violence des paroles, en créole et en français. La jeune poète confronte les drames de son passé pour se libérer, corps et âme. Son « cri long et intime », comme elle le nomme, est empreint d'une touchante et profonde musicalité. Ann O'aro, Ann O'aro (Buda Musique)

FUSION HABITÉE

(er) Les sonorités mélancoliques et les rythmes stricts de cet album rappellent le tango argentin des années 40 et 50. Les

harmonies de l'alto, du violoncelle, du piano et de la contrebasse ainsi que des deux violons de l'orchestre TAXXI (pour tango au 21e siècle) dirigé par le jeune compositeur et bandonéoniste franco-argentin Pablo Gignoli font naître une atmosphère passionnée. Y participent Facundo Torres, lui aussi au bandonéon, et les voix de chanteuses venues de près ou de loin: Catherine Ringer, l'ex-égérie des Rita



Mitsouko, la diva capverdienne Luna et la nouvelle venue argentine Maria Muliterno. C'est au guitariste Eduardo Makaroff et au créateur électro Christoph H. Müller que l'on doit Plaza Francia Orchestra. Tous deux membres du mythique Gotan Project, groupe qui a déjà presque 20 ans, ils ont mâtiné leur nouvel album de légères influences électroniques. Résultat: une bouleversante fusion de tango classique et de pop moderne.

Plaza Francia Orchestra, Plaza Francia Orchestra (Because Music/Universal)

CHEF-D'ŒUVRE COSMOPOLITE



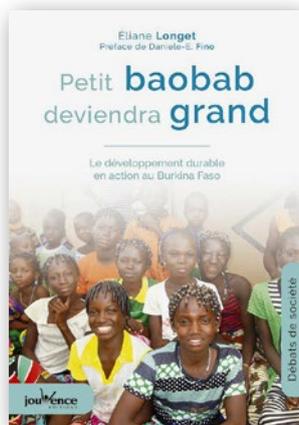
(er) Rencontre musicale d'un genre nouveau, puisant ses racines à Addis Abeba, à Bamako, à Paris et à Boston, Arat Kilo a été fondé en 2008 par six musiciens français inspirés par le jazz éthiopien. Dans Visions of Selam (Selam signifie paix), la chanteuse malienne Mamani Keïta, 53 ans, rendue célèbre par Les Amazones d'Afrique, croise ses fulgurances vocales avec le « spoken word » aiguisé de l'Américain Mike Ladd, 58 ans. Dans un

« ping pong culturel », les sons virtuoses des guitares, des cuivres, des percussions et des claviers créent de magnifiques tableaux sonores mettant en valeur les voyelles claires et légèrement cassantes du mandingue et celles résolument urbaines du rap. Tantôt calme, tantôt dynamique, ce nouvel opus forme un ensemble harmonieux: un chef-d'œuvre cosmopolite!

Arat Kilo, Mamani Keïta, Mike Ladd, Visions of Selam (*Accords Croisés*)

LIVRES

UNE AVENTURE SOLIDAIRE ET DURABLE



(zs) La Genevoise Éliane Longet retrace, dans son ouvrage *Petit Baobab deviendra grand*, le parcours de l'association Graine de Baobab qu'elle a fondée voici quatorze ans au Burkina Faso. Tout a commencé par une rencontre. Partie à Ouagadougou avec une troupe de théâtre fin 2003, l'enseignante y a fait la connaissance de Yaya Diallo, qui souhaitait « construire une retenue des eaux de pluie à Ouâda, son village natal » afin d'éviter aux éleveurs de nombreux et pénibles kilomètres pour abreuver leurs troupeaux. Ce projet ne peut mieux tomber: l'école de Plan-les-Ouates (GE) d'Éliane Longet s'est penchée toute l'année sur la thématique de l'eau et organise un marché de Noël solidaire en faveur d'une initiative « dans une région du monde où l'eau ne coule pas de source ». L'argent récolté contribuera ainsi au financement d'un barrage à Ouâda, inauguré en juillet 2004. S'ensuivent la construction d'une école, d'une maternité et d'une savonnerie ainsi que des forages pour accéder à l'eau potable et des plantations d'arbres notamment. Et ce, dans un souci constant des principes de développement durable.

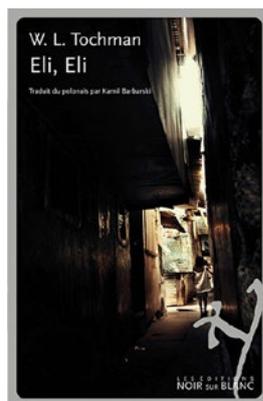
Éliane Longet, *Petit Baobab deviendra grand: développement durable au Burkina Faso*, Éditions Jouvence, Saint-Julien-en-Genevois, 2018

LE COMBAT DES FÉMINISTES ARABES



(zs) Le Printemps arabe a mis sur le devant de la scène de nombreuses femmes descendues dans les rues pour demander la liberté, la justice sociale et la démocratie. Cette mobilisation féminine dans le monde arabe ne date, pourtant, pas de décembre 2010. Les véritables mouvements féministes y ont émergé au début du 20^e siècle. Cet essai retrace leur histoire passée et présente, en mettant en lumière les figures qui font avancer la société au Maroc et en Tunisie. Ces deux pays sont dotés de puissants réseaux réclamant, depuis des décennies, l'instauration d'une véritable égalité des sexes dans les sphères publique et privée. L'ouvrage déconstruit ainsi le stéréotype de la « femme arabe soumise » et questionne la réislamisation des droits des femmes, le voilement « généralisé » et ses conséquences sur les rapports sociaux ainsi que l'émergence de féministes islamiques. Leïla Taouil, *Féminismes arabes: un siècle de combat*, L'Harmattan, Paris, 2018

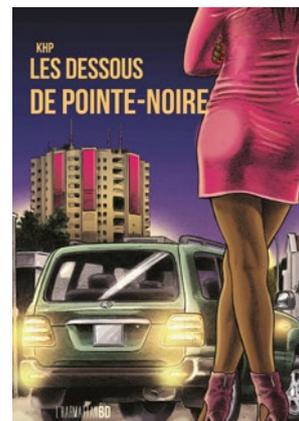
REPORTAGE LITTÉRAIRE À TRAVERS LA MISÈRE



(zs) Dans son livre intitulé *Eli, Eli*, le reporter polonais Wojciech Tochman nous plonge dans la détresse des bidonvilles de Manille, aux Philippines. Les gens semblent crier: « Eli, Eli, lama sabachthani? » (« Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné? »). L'ouvrage se présente comme un album photographique, mais sans image:

il décrit des portraits. Le premier concerne deux femmes. L'auteur interroge le regard que les riches occidentaux portent sur ces deux personnes qui vivent dans la pauvreté. « Le reportage ne supporte pas la fantaisie. Les femmes de la photo ont-elles donné leur accord pour qu'on observe leur intimité? Comment les voir sans être voyeur? » L'auteur ne propose pas de réponse. Sans verser ni dans le pathos ni dans le cynisme, il jette une lumière crue sur notre rapport à la misère. Wojciech Tochman, *Eli, Eli, Traduit du polonais par Kamil Barbarski*, Les Éditions Noir sur Blanc, Paris, 2018

LA PROSTITUTION EN AFRIQUE DANS UN ALBUM AU STYLO-BILLE



(zs) Dans sa première bande dessinée intitulée *Les dessous de Pointe-Noire*, le Congolais Koutawa Hamed Prislav, KHP de son nom de plume, expose les déboires de Naomie et de son amie Yeyline qui cherchent à quitter le Congo. Elles veulent trouver un Blanc pour se rendre en Europe. Elles séduisent ainsi des Européens célibataires qui pourraient les emmener en France, pays qu'elles perçoivent comme le paradis. Les deux jeunes femmes ne réalisent pas que cette stratégie, qui réussit parfois, a aussi un prix. À Pointe-Noire, capitale économique congolaise, la prostitution est devenue, en raison de la pauvreté et du chômage, une activité comme une autre pour une jeunesse déboussolée. L'auteur aborde le problème avec un formidable réalisme et une précision exceptionnelle grâce à des traits exécutés entièrement au stylo-bille. Koutawa Hamed Prislav, *Les dessous de Pointe-Noire*, L'Harmattan BD, Paris, 2018

FILMS

LE SENS DU VOYAGE

(wr) Gabriel adore voyager, de préférence hors des sentiers battus. Le jeune Brésilien souhaite simplement partager la vie des

gens, partout là où il se rend. Il va ainsi à contresens de notre époque où le voyage fait partie du quotidien de nombreuses personnes en route sur le même chemin, persuadées de vivre une expérience unique. Avant de poursuivre ses études, le fringant jeune homme souhaite faire le tour du monde. Il se rend en Afrique, où il traverse le Kenya, la Tanzanie, la Zambie et le Malawi, avant de disparaître jusqu'au jour où l'on retrouve son corps au pied d'une montagne. Le Brésilien Felipe Barbosa était un ami du vrai Gabriel. Il a étudié ses photos, ses journaux intimes et ses publications sur les réseaux sociaux pour mettre en scène ses expériences dans *Gabriel and the Mountain*. Le réalisateur a travaillé avec les personnes que le globe-trotter a rencontrées. À la fois rafraîchissant et passionnant, le film est un touchant road-movie qui nous interpelle sur le sens du voyage.

Felipe Barbosa, Gabriel and the Mountain, Brésil/Kenya/Tanzanie/Zambie/Malawi, 2017; disponible en DVD ou à regarder en ligne sur www.trigon-film.org

LUTTE POUR UN LOGEMENT ABORDABLE

(dg) Le documentaire *Jakarta Disorder* a été tourné dans la capitale indonésienne, où les bidonvilles sont en train de laisser la place à des constructions modernes. Or, la plupart des habitants des bidonvilles n'ont pas les moyens de vivre dans un bâtiment tout neuf. Soutenues par une ONG, Mamie Delad et Wardah Hafidz s'emploient à organiser la lutte des Indonésiens pour des logements abordables. À l'occasion des prochaines élections présidentielles, elles élaborent un catalogue d'exigences pour une vie décente. Leur idée: le candidat qui signera leur liste pourra compter sur un million et demi de voix. Dans un premier temps, aucun candidat n'est intéressé à conclure ce contrat politique. Mais, trois ans plus tard, Joko Widodo signe les revendications et est élu gouverneur de Jakarta. Depuis 2014, il est président de la République d'Indonésie. Une leçon passionnante de démocratie – vécue!

Ascan Breuer, Jakarta Disorder, Allemagne/Indonésie 2013; à voir en ligne ou en DVD; éducation21, <http://www.filmeeweltvod.ch/film>

DIVERS

DES EXPERTS VIENNENT À VOUS

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des expo-

sés et animer des débats sur divers sujets de politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent prendre part à la manifestation. *Informations: Service de conférences, Information DFAE, Palais Fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, courriel: vortragsservice@eda.admin.ch*

TOGETHER WE'RE BETTER: LE JEUNE PRIX SUISSE DE L'AVENIR

Vous avez moins de 35 ans? Vous vous engagez en faveur du développement durable dans un pays en développement? Dans l'affirmative, les informations qui suivent vous concernent. La DDC et le Seco sont à la recherche d'initiatives, d'idées ou de projets novateurs émanant de jeunes Suisses qui contribuent au développement durable et à la réduction de la pauvreté dans les pays du Sud. Un prix sera décerné aux cinq meilleurs projets. *Informations: www.ddc.admin.ch/togetherwerebetter-fr*

CONFÉRENCES ANNUELLES 2019

La Conférence annuelle de l'Aide humanitaire et du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) se tiendra le 29 mars 2019, à 13 heures, au Kursaal de Berne. Elle portera sur le thème de la « crise de l'eau ». Les réservations sont ouvertes jusqu'au 19 mars (<https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/etc/hh2019.html>). La Conférence annuelle de la coopération suisse au développement aura lieu, pour sa part, le 21 juin au Forum de Fribourg.

COUP DE CŒUR



© Ivona De Maria Timbali

La force des femmes africaines

La directrice d'AMKA Films, Tiziana Soudani, revient aux origines de sa production cinématographique. Avec son mari réalisateur, elle tourne un documentaire sur des femmes qui veulent changer l'Afrique.

Quelques années ont passé depuis que nous avons produit notre premier film en Afrique avec le réalisateur ivoirien Roger Gnoan M'Bala. C'était en 1993. D'autres ont suivi, mais, au fil du temps, notre société de production s'est concentrée sur les films suisses et européens. J'ai ainsi perdu le contact avec le monde du cinéma africain. Ce contact est désormais renoué. Mon mari, Mohammed Soudani, tourne, en ce moment, un documentaire sur les femmes qui entendent offrir un avenir aux nouvelles générations africaines. Ce sont des femmes dotées d'une forte personnalité, pleines de ressources, prêtes à prendre les rênes de leur pays et à faire de l'Afrique un acteur majeur dans le monde. Le tournage nous emmènera à travers le continent: Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Cameroun, Bénin, Libéria, Zambie, Érythrée et République démocratique du Congo. Nous voulons donner une voix à cette Afrique féminine qui ne veut plus, comme par le passé, tendre la main vers l'Occident.

(Propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Beat Felber, Maryline Dafflon, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Anja Prodöhl, Özgür Ünal

Rédaction

Luca Beti (lb)
Zélie Schaller (zs)
Samuel Schiaefli (sch)
Christian Zeier (cz)
Ernst Rieben (er)

Concept graphique

Communication visuelle DFAE

Réalisation, Photolitho et impression

Stämpfli AG, Bern

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@eda.admin.ch
Tél. 058 462 44 12
Internet: www.deza.admin.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 47 400

Couverture: La Tunisienne Neila Boubakri-Kuhne (à droite), qui vit en Suisse, discute avec des élèveuses de caillies à Kalâat Senan, dans le nord-ouest de la Tunisie. © Christian Zeier

ISSN 1661-1675

« Parfois, les choses sont un peu compliquées chez nous, en Tunisie. Quand je m'énerve, on me dit : ne sois pas si suisse ! »

Neila Boubakri-Kuhne, page 10

« Je veux savoir comment la société civile peut s'engager dans les prises de décision qui concernent le développement de la ville. »

Anahita Saymidinova, page 23

« C'est désormais le moment de recueillir l'avis de la base, des entrepreneurs grands et petits, pour créer un environnement économique dynamique qui permette au secteur privé de se développer. »

Alice Nkulikiyinka, page 37